

**TROISIEME PARTIE :**

**PME ET NTIC**  
**EN**  
**HAUTE-ET BASSE NORMANDIE**

Les deux régions étudiées sont normandes, mais loin d'être identiques. La longue séparation administrative et politique, mais aussi des destins économiques longtemps divergents reposant pour une large part sur une situation géographique différente dans l'espace français, en ont décidé autrement.

Par rapport à l'hypothèse avancée à la fin de la première partie, nos deux régions sont dans des situations assez opposées, et ce constat a été confirmé en deuxième partie : la Haute-Normandie est mieux positionnée dans la hiérarchie économique, formant par là même un terrain plus favorable à une diffusion simplement hiérarchique des NTIC. En revanche, la Basse-Normandie, périphérie économique presque autant que le Limousin ou l'Auvergne, semble bien placée pour subir une marginalisation annoncée. L'hypothèse selon laquelle la diffusion des NTIC pourrait, sous l'effet de dynamiques territoriales, s'effectuer selon des processus combinant effet hiérarchique et effet territorial, est *a priori* favorable à ce qu'une dynamique de ce type émerge et s'enrichisse plutôt dans la région périphérique, la Basse-Normandie, et beaucoup moins dans la région la plus proche du centre, où existent des processus de diffusion hiérarchiques, purement réticulaires au sens où ils reposent sur une diffusion via les réseaux d'entreprises, sans intervention des acteurs régionaux du développement économique.

Pour mieux comprendre ces différences, nous avons avancé que le « milieu » régional, à travers la « convention territoriale », jouait un rôle fondamental dans la définition de dynamiques territoriales de qualité inégale. Nous allons devoir ici préciser notre pensée en nous appuyant sur l'exemple concret et la comparaison de la Haute- et de la Basse-Normandie.

Cette partie va permettre d'affiner l'analyse et de confronter cette hypothèse aux réalités observées sur le terrain. Après avoir effectué une comparaison des dynamiques impulsées par les acteurs des deux régions et de la « convention territoriale » qui les anime, nous évaluerons leur impact sur les tissus de PME, grâce à une enquête effectuée auprès de ces dernières.

## **CHAPITRE I : HAUTE- ET BASSE-NORMANDIE : DES DYNAMIQUES TERRITORIALES TRÈS DIFFÉRENTES EN MATIÈRE DE NTIC**

Les dynamiques territoriales des deux régions étudiées sont très différentes, par bien des aspects. Les décalages temporels, l'inégalité des contenus et les qualités distinctes tant en terme de coordination interne que d'articulation à des dispositifs externes, sont les angles d'approche qui guideront cette étude des dynamiques territoriales NTIC de la Basse- et de la Haute-Normandie.

Dans un premier temps, cette analyse s'appuie sur une cinquantaine d'entretiens effectués auprès d'acteurs régionaux, principalement aux deuxième et troisième semestres 2002. Le recours à des documents et publications officiels a permis de compléter et de préciser les renseignements fournis.

Dans un second temps, l'étude de la « convention territoriale » des deux régions s'appuie plutôt sur des publications d'organismes statistiques et sur des ouvrages d'auteurs ayant une longue connaissance des deux régions normandes. Les premières permettent d'aborder les dimensions économiques, les secondes renseignent sur l'histoire et la géopolitique de ces deux régions. Leur étude d'ensemble permet de préciser la capacité d'adaptation au changement de chacun des milieux régionaux étudiés.

### **1. Les dynamiques territoriales NTIC dans les deux Normandie : émergences décalées, contenus inégaux, articulations internes et externes en contrechamp.**

L'analyse qui va suivre donne en grande partie raison à l'hypothèse selon laquelle un positionnement défavorable ou moins favorable dans la hiérarchie économique est susceptible d'engendrer une appropriation plus rapide et mieux intégrée de la problématique NTIC par les acteurs institutionnels régionaux, et ce à toutes les échelles, alors qu'un positionnement *a priori* meilleur peut s'avérer au contraire soporifique, au moins dans un premier temps.

La Basse-Normandie se classe, avec des imperfections, dans le premier cas, la Haute-Normandie, au contraire, dans le second cas. Ces différences entre les deux régions reposent autant sur le moment où une telle dynamique se met en place, que sur les contenus et enfin, sur la qualité des coordinations internes et des articulations externes des politiques définies à l'échelon régional, à différentes échelles.

Nous allons présenter les politiques définies par les acteurs des régions considérées, en les situant dans le temps car c'est bien d'un phénomène de diffusion dans le temps et dans l'espace qu'il s'agit, en évaluant leurs contenus en fonction de la grille décrite dans le deuxième chapitre de la première partie et en testant leur degré d'articulation avec les politiques de diffusion définies à l'échelle nationale et européenne telles qu'elles ont été décrites dans le chapitre II de la deuxième partie.

### 1.1 Emergences décalées

A quel moment les acteurs institutionnels du développement économique de nos deux régions se sont-ils emparés de la problématique NTIC dans ses différentes déclinaisons (apprentissage institutionnel et interactif) ? Existe-t-il des décalages entre les deux régions, et, si tel est le cas, quelle est leur ampleur ? Quels sont les acteurs concernés ?

#### *1.1.1 Une préoccupation relativement ancienne en Basse-Normandie, à différentes échelles.*

La Basse-Normandie a, au moins au début du processus de diffusion des NTIC, pris de l'avance sur la Haute-Normandie en matière d'appropriation institutionnelle de la problématique NTIC, d'une manière générale mais aussi dans une perspective particulière de développement économique. Cette région fait même figure de précurseur dans ce domaine en France (LOECHEL, 2000, p.33).

Il serait abusif d'affirmer que l'ensemble des acteurs du développement économique bas-normand, à toutes les échelles (communes, CCI, départements, région), sur la base d'une prise de conscience précoce du rôle des NTIC dans le développement économique et de la légitimité de l'action des institutions locales dans ce domaine, se serait emparé « comme un seul homme », massivement et très tôt de la problématique des NTIC. Cette prise de conscience a été, et reste encore, inégale.

Il n'en reste pas moins qu'un certain nombre d'acteurs, à des échelles différentes et sur des thèmes différents, ont pris conscience relativement tôt, voire précocement, des enjeux des NTIC pour leur territoire d'action et se sont engagés dans des politiques visant à intégrer les NTIC dans le fonctionnement des institutions et des entreprises de ce même territoire. Cette prise de conscience est le plus souvent l'affaire de personnalités particulièrement actives, au

départ plutôt isolées, mais qui ont su emporter l'adhésion de leur hiérarchie et des élus de leur territoire, lesquels ont ainsi fait la démonstration qu'ils comprenaient, au moins en partie, les enjeux de l'engagement de l'institution qu'ils représentent dans cette problématique.

Dans l'espace et dans le temps, l'émergence d'une dynamique territoriale en matière de NTIC a reposé sur la convergence d'initiatives venues des services du Conseil général de la Manche et d'organismes de diffusion technologique du Conseil régional et de l'Etat. Elle est assez précoce puisque nous nous situons ici à la fin des années 1980 et au début des années 1990. La figure n°31 illustre à la fois la précocité et la complexité, liée à la multiplicité des initiatives, de l'émergence d'une dynamique territoriale NTIC en Basse-Normandie.

Le département de la Manche a été, de manière assez systématique et sur toutes les déclinaisons de l'apprentissage territorial, à la source d'un certain nombre d'innovations en matière d'appropriation institutionnelle de la problématique NTIC (LE GOFF, 2000). M. Pierre Avoine, responsable informatique du Conseil général au début des années 1990, aujourd'hui Directeur départemental de l'Informatique et des Inforoutes, joue un rôle fondamental d'« agitateur technologique » (Interview de M. Stéphane Bresson, 12 octobre 1999). Les NTIC font partie depuis le début des années 1990 des préoccupations du Conseil général manchois (CG50), dans le prolongement d'une politique informatique qui l'a mené, dès 1982, « à mettre en place une informatique centralisée pour les besoins propres de ses services », et dès 1986, à faire évoluer cette informatique centralisée vers « une informatique distribuée, outil d'information et de communication » (LE GOFF, 2000, p.388). En 1989, il joue un rôle d'impulsion dans la création de l'ADITEC (Association Départementale pour l'Informatisation et les Techniques de Communication), qui regroupe des collectivités locales manchoises afin de les accompagner « dans leur démarche d'informatisation, tant d'un point de vue culturel que technique » (ibid.). Elargissant cette préoccupation à un de ses domaines d'intervention, il s'est lancé dès 1994 dans une expérience de télé-enseignement basé sur la visioconférence en créant le Réseau Départemental Synchrone de Télé-enseignement de Groupe.

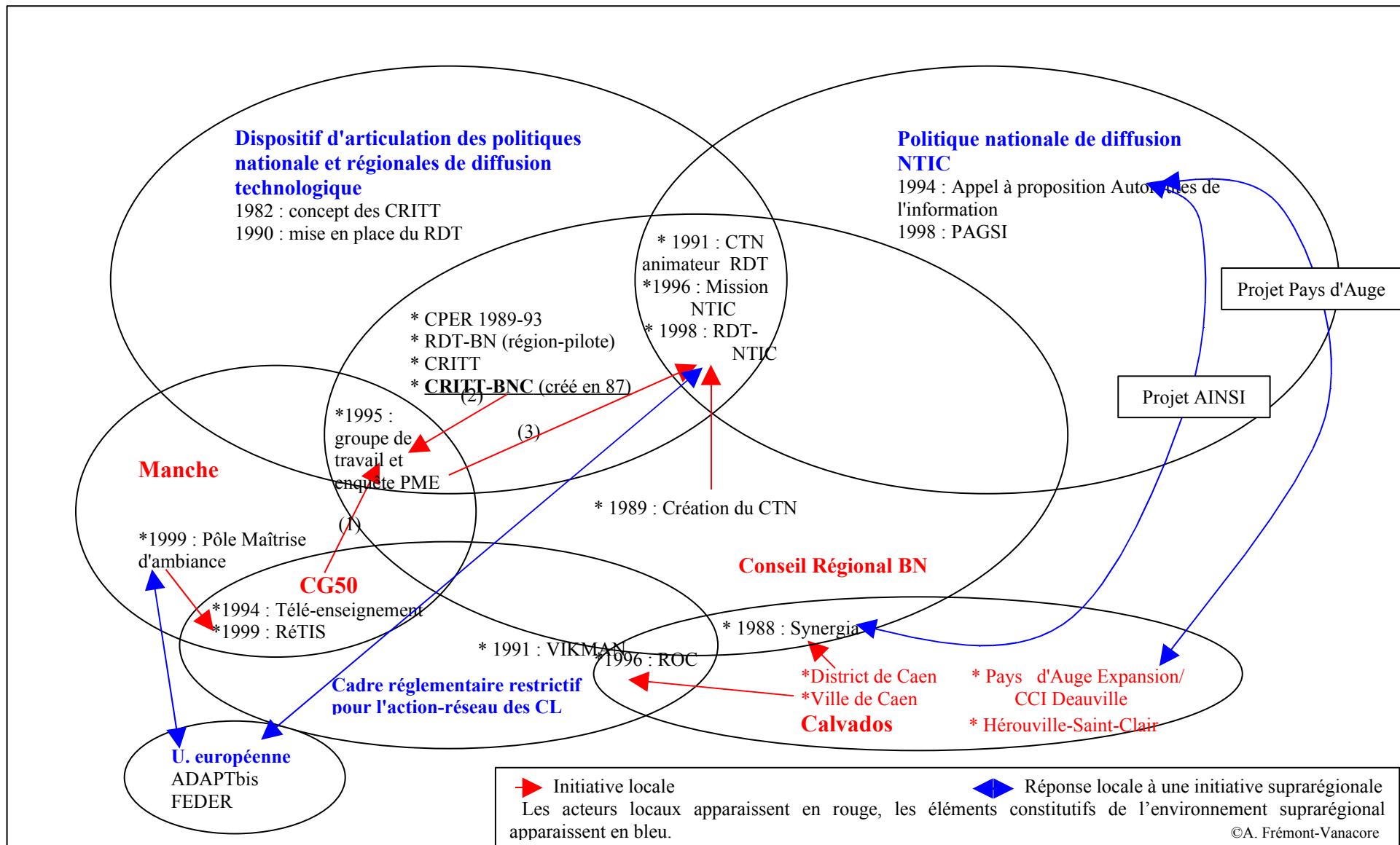


Figure n°31 : Les éléments de l'émergence d'une dynamique territoriale NTIC en Basse-Normandie

Le département de la Manche, à travers l'action de son Conseil général, est donc en Basse-Normandie, un territoire avancé dans l'apprentissage institutionnel des NTIC. Dans un processus d'élargissement progressif de sa démarche au développement économique, il va y intégrer les entreprises du département à partir de 1995, avec une avance de deux années par rapport à la politique nationale de diffusion des NTIC, le PAGSI, lancé au début 1998. Pour ce faire, il a mis à profit les articulations possibles entre ses propres préoccupations et le dispositif existant dans le département au titre de la politique conjointe Etat-Région en matière de diffusion technologique, à savoir le CRITT- BNC (Centre Régional d'Innovation et de Transfert Technologique-Basse-Normandie-Cotentin).

Un rappel préliminaire s'impose ici, pour la bonne compréhension de la figure n°31. Les CRITT ont été créés par l'Etat « pour conforter la volonté des Régions de prendre en charge et de structurer leur potentiel de recherche et de développement » (Conseil Economique et Social Régional de Basse-Normandie, 1999a, p.81) : ils s'inscrivent donc dans une logique d'articulation de la politique nationale et des politiques régionales de diffusion technologique et s'inscrivent dans le cadre des CPER, ce qui est le cas des CRITT bas-normands dès le II<sup>ème</sup> CPER 1989-93. De plus, ils sont membres des Réseaux de Développement Technologique (RDT), qui se mettent en place progressivement à partir de 1990 dans les régions françaises. La Basse-Normandie fait dès 1991 partie des régions pilotes lorsqu'elle rejoint le Limousin, la Bretagne, la Lorraine et Rhône-Alpes, et ce bien avant l'extension du RDT à l'ensemble du territoire (hors Ile-de-France), à partir de 1995.

Le CG50 organise, dès avril 1995, des réunions régionales sur le thème des autoroutes de l'information « afin de confédérer l'ensemble des actions et politiques menées en Basse-Normandie, en matière de TIC » (LE GOFF, id.). Un groupe de travail « entreprises » réunit des CCI, notamment celles de Cherbourg et de Granville, et le CRITT-BNC. Des journées techniques, premières initiatives du genre en province, sont organisées. Le CRITT-BNC, en la personne de Stéphane Bresson, aujourd'hui chargé de mission NTIC au Centre des Technologies Nouvelles (CTN), en collaboration avec la CCI de Cherbourg-Cotentin, réalise une enquête auprès des PME (1995). Destinée à évaluer les attentes des entreprises dans le domaine des NTIC, elle met en évidence à la fois des attentes importantes et des niveaux d'utilisation très faibles (5%).

La même année, l'Etat et la région se dotent conjointement d'un expert technique unique (M. Philippe Lequesne), chargé d'organiser, d'homogénéiser et d'apporter son appui technique à toutes les politiques publiques NTIC. Il est hébergé au CTN, structure commune

aux deux acteurs depuis 1991 alors qu'initialement elle est d'initiative régionale. Le CTN, à l'articulation Etat-Région, est chargé de l'animation du RDT. Il devient CRITT- productique et informatique en 1996. La même année, sur la base notamment du constat dressé dans la Manche par l'enquête du CRITT-BNC, conforté par l'analyse de l'expert technique, l'Etat et la Région, avec un soutien européen (Fonds FEDER), décident de créer, au sein du CTN, une mission spécifiquement chargée de « faciliter la compréhension par les entreprises régionales des technologies liées à Internet et au multimédia, puis de les inciter à les mettre en application » : c'est la mission NTIC, laquelle est confiée à Stéphane Bresson, qui quitte le CRITT-BNC pour le CTN. En 1998, cette mission, soumise aux sollicitations de plus en plus nombreuses des organismes consulaires, voit ses moyens considérablement élargis grâce à la mise en place du RDT-NTIC, réseau de conseillers technologiques installés dans les organismes consulaires, véritable relais de proximité du CTN, chargé d'animer et de piloter ce réseau. Une initiative locale, ici du CG50, prend donc une dimension régionale en jouant sur l'articulation existant entre l'Etat et la région en terme de diffusion technologique, le RDT-BN ayant bien joué son rôle de « force de propositions dans l'élaboration de stratégies régionales d'innovation » (RDT-Basse-Normandie, 2000). Ce dispositif, de dimension régionale, se met en place **en 1996-98**, alors même qu'une réelle politique de diffusion des NTIC à l'échelon national n'est même pas encore définie et qu'il faut attendre 1997 pour qu'une enveloppe de 50MF destinés à la diffusion d'Internet dans les PMI soit inscrite au budget 1998 du Ministère de l'Industrie.

Il sera complété, dès 1997, par un Schéma régional d'intelligence économique, impulsé par le Préfet de région, Rémy Pautrat, et fondé sur un partenariat entre l'Etat et la région. Ce Schéma peut être considéré comme un dispositif de sensibilisation par l'usage puisque les NTIC font partie des outils nécessaires à l'intelligence économique.

Pour compléter cette analyse, il faut noter que, parallèlement à ce qui vient d'être décrit, des initiatives plus ponctuelles, à l'échelle locale, départementale, voire régionale, existent en nombre non négligeable, comme le montre la figure n°31.

D'une part, des institutions locales, en partenariat la plupart du temps, se montrent réactives en répondant avec succès aux appels à propositions et à projets nationaux caractéristiques de la politique nationale restreinte, fondée sur l'expérimentation, des années 1994-96. Les projets « AINSI » de la technopole Synergia, créée en 1988 sur l'initiative du district de Caen et inscrite au CPER, et « Pays d'Auge » seront labellisés « Autoroutes de



l'information » fin 1994. Si le second sera vite enterré faute de réels moyens, le premier sera en 1996 à l'origine du premier achat au monde effectué en ligne par carte à puce.

D'autre part, en matière de réseaux, les collectivités locales bas-normandes mettent à profit dans la mesure du possible le cadre réglementaire restrictif. C'est le cas avec VIKMAN, réseau dédié à la recherche et relié à RENATER. C'est le cas aussi de Caen, qui se dote dès 1996, en partenariat avec le Conseil général du Calvados, puis le CHU et l'Université, du Réseau Optique Caennais (ROC) (Normandie Métropole, 2000 ; BULEON, ZEITOUN, 2000). Hérouville-Saint-Clair, dans la périphérie de Caen, par le biais de sa Société d'Economie mixte (SEM), la SHEMA, va un peu plus loin en 1998 en passant une concession avec la Lyonnaise Câble pour le déploiement d'un réseau haut débit (pose de fibre optique, réutilisation du réseau câblé existant, technologie ATM) qui dessert les particuliers mais aussi la zone d'activités technologiques CITIS, dont tous les immeubles sont reliés à la fibre et disposent d'un débit de 2Mbits. Certes, il n'existe pas encore de projet d'agglomération à Caen, mais Hérouville-Saint-Clair et la SHEMA effectuent concrètement une relation entre aménagement du territoire en réseaux, offre de services NTIC et développement économique. En 1999, le Conseil général de la Manche, approfondissant à la fois sa démarche d'apprentissage institutionnel et d'élargissement au monde économique, met en place RÉTIS, Extranet regroupant plusieurs communautés d'intérêt institutionnelles (Conseil général, organismes de formation, ADITEC...), mais aussi économiques : y participe le Pôle Maîtrise d'ambiance, regroupement d'entreprises et d'institutions qui se sont associées autour d'un projet bénéficiant d'un financement européen ADAPT et intitulé « Maillage et mise en réseau des PME-PMI manchoises ».

La Basse-Normandie foisonne donc, dès le milieu des années 1990 et alors même qu'on commence à peine à parler d'Internet en France, d'un nombre important - en tous les cas à l'échelle d'une région si petite et si périphérique - de projets et de réalisations institutionnelles qui, dans leur grande majorité, s'inscrivent dans une logique volontariste d'aide à la diffusion des NTIC dans le tissu économique bas-normand. Elles participent à un apprentissage institutionnel des NTIC, et certaines, comme RÉTIS dans la Manche, relèvent de l'apprentissage organisationnel et de projets transactionnels déjà évolués. Nombre de ces initiatives interviennent à des échelles infrarégionales, notamment dans la Manche et le Calvados, l'Orne restant plus discret. Mais, d'ores et déjà, avec le CTN et plus particulièrement le RDT-NTIC, se met en place, **à l'échelle régionale** une structure de diffusion des NTIC dans les PME-PMI, située à l'interface des politiques nationale et

régionale de diffusion technologique. Son originalité réside dans le fait qu'elle devance la définition même d'une politique globale, à l'échelle nationale, de diffusion des NTIC.

### *1.1.2 Haute-Normandie paradoxale, entre avant-garde ponctuelle et retard global*

Que fait la Haute-Normandie pendant ce temps ? Elle oscille en permanence entre des innovations en matière de NTIC et un retard affirmé dans la prise en compte, à l'échelle régionale et d'un point de vue global, de la nécessité d'impulser une dynamique territoriale de diffusion des NTIC à destination du tissu économique en général et des PME-PMI en particulier.

Certes, des initiatives, ponctuelles, et qui relèvent parfois du domaine de l'innovation NTIC, existent dans certains domaines, et on aurait tort de les négliger.

A bien des égards, la Haute-Normandie a été un véritable territoire d'innovation NTIC du fait de ses réalisations en matière d'intégration des NTIC dans le domaine des transports, secteur très important dans cette région puisqu'il représente plus de 10% de l'emploi régional.

Ces innovations concernent tout d'abord l'informatique portuaire, et plus spécialement la place havraise, grâce aux développements successifs, par la SOGET (Société de Gestion de Terminaux informatiques) d'un système informatique portuaire ADEMAR<sup>1</sup>, qui fut en 1991 le premier au monde. L'expertise de la SOGET est aujourd'hui reconnue à l'échelle nationale puisqu'elle exporte son savoir-faire à Nantes-Saint-Nazaire et qu'elle met au point actuellement une plate-forme informatique commune pour le compte des communautés portuaires du Havre et de Marseille (ADEMAR PROTIS +). La mutualisation des coûts grâce à la plate-forme Havre Port Services, le développement du BtoB grâce à un Trade Point et de l'EDI, l'accès à Internet et au haut débit ont permis à la communauté portuaire havraise de disposer très tôt d'un panel d'outils lui permettant une réelle intégration des NTIC. Mais, sauf au début du processus, ces développements des NTIC, pour l'essentiel localisés au Havre, n'ont pas été à l'origine d'une ébauche d'intégration régionale des systèmes informatiques des deux grandes places portuaires haut-normandes, Le Havre et Rouen. En effet, la communauté

---

<sup>1</sup> Initialement Automatisation du DEdouanement de la MARchandise, puis Accélération Des Expéditions MARitimes (ADEMAR+). Relié au système informatique des Douanes, ADEMAR permet aux organisateurs de transport de connaître le statut douanier de la marchandise, à partir de la déclaration effectuée par le transitaire.

portuaire de Rouen, utilisatrice d'ADEMAR qui sera simplement actualisé en 1993, n'a pas repris à son compte les développements effectués ensuite par la SOGET : en 1998, elle a confié la mise en place de son système informatique à Matra Systèmes et Information, localisé au Val-de-Reuil (*Paris-Normandie*, 2 novembre 1998). Le Conseil Economique et Social Régional de Haute-Normandie (CESR-HN), dans son rapport de 1997 *Contributions des NTIC au développement régional*, avait pourtant préconisé « à court terme » la « mise à disposition des communautés portuaires de Rouen et du Havre d'un même outil informatique » (p.5).

D'autre part, de réels projets de diffusion des NTIC dans la filière transport ont émergé à l'échelle régionale au milieu des années 1990, lesquels s'inscrivent dans une logique d'intégration de la filière par la promotion d'un fonctionnement en réseau. Le CRITT-Transport et Logistique, créé en 1992 « avec pour mission d'aider les transporteurs routiers à mieux s'insérer dans le système d'échanges de données et de communication du maritime et du portuaire » (Site [www.rouen.cci.fr/surff](http://www.rouen.cci.fr/surff)), est systématiquement présent dans tous ces projets, en partenariat avec d'autres acteurs locaux comme le Port Autonome du Havre (PAH) ou la CCI de Rouen.

Ces projets s'intègrent souvent à des politiques définies à l'échelon européen ou national. C'est le cas du projet « Logistique du conteneur maritime », initié par le PAH, avec le concours de la SOGET et du CRITT-Transport, qui fut labellisé « Autoroutes de l'information » en 1994. C'est le cas également du projet européen SURFF<sup>1</sup>-Haute-Normandie, lancé sur trois ans (1996-98) dans le cadre du 4<sup>ème</sup> PCRD : réunissant la CCI de Rouen, les deux Ports Autonomes et le CRITT-Transport, il avait pour but la mise en place d'un serveur d'applications informatiques orienté vers les PME du transport et de la logistique. Il a entraîné la création d'une association réunissant CRITT et CCI de Rouen et de l'Eure, le CEEDIT<sup>2</sup>, qui a été le lieu d'une action collective d'expérimentation, avec le soutien de la Région. C'est sur cette base que le CRITT-Transport a élaboré un projet de Centre Régional d'Echange de Données Informatisé Transport (CREDIT), serveur télématique dont le but serait d'aider les entreprises à « surmonter la difficulté d'appropriation, d'intégration et de mise en œuvre des nouvelles technologies » (Site du CRITT, <http://www.hps.tm.fr/critt>). Ce projet faisait également partie des préconisations à court terme du CESR-HN (« Extension de l'utilisation des NTIC à l'ensemble de la filière transport-logistique », p.5), mais il n'a pas

<sup>1</sup> Sustainable Urban and Regional Freight Flows.

<sup>2</sup> CEEDIT : Centre Expérimental d'Echange de Données Informatisé Transport.

abouti à ce jour, ce qui semble symptomatique de la difficulté, en Haute-Normandie, à donner une dimension réellement régionale à des projets de diffusion, fussent-ils limités à une filière.

Le secteur du transport est donc réellement en pointe, mais ses importants efforts du milieu des années 1990 n'ont pas réussi à prendre une dimension régionale et à intégrer l'ensemble de la filière et des différents modes de transport. En fait, à l'échelle de cette filière, une dynamique d'apprentissage institutionnel et organisationnel a débouché sur l'ébauche d'un projet transactionnel à l'échelle de la région, qui n'a toutefois pas pris l'ampleur souhaitable, du fait de son caractère très localisé et d'une intégration imparfaite de l'ensemble des acteurs de la filière.

En dehors de ce secteur, aucune opération de diffusion des NTIC de grande dimension ne se fait jour en Haute-Normandie. En 1997, le CESR-HN déplorait l'absence de stratégie de diffusion des NTIC en constatant que « les initiatives qui sont lancées par certains organismes publics (CCI notamment) ne s'insèrent pas dans une démarche régionale globale et ne sont pas coordonnées » (ibid., p.96). Des opérations de sensibilisation et de formation, ou visant à proposer des services ou à organiser l'offre existent bien, dont certaines sont remarquables et témoignent d'une certaine avance, mais elles restent de dimension locale.

Ainsi, à partir de 1996, les CCI, notamment au Havre et à Rouen, mais aussi dans l'Eure, ont réalisé des formations aux NTIC « courtes et consacrées le plus souvent à Internet et à la formation à son accès », mais qui, en 1997, n'avaient rencontré « qu'un succès de curiosité limité » (CESR-HN, 1997, p.87). La CCI de l'Eure, par exemple, a organisé des « soirées techniques », mais aussi des ateliers d'une journée se déplaçant dans les villes du département. Le projet « intelligence économique » de la CCI de Rouen s'inscrit également dans une perspective de création d'une demande et de sensibilisation par les usages.

Certaines initiatives relevant de l'apprentissage organisationnel, comme, fin 1998, le lancement par la CCI du Havre de la plate-forme CCIberservices proposant aux entreprises ressortissantes un service de veille commerciale et économique ainsi qu'une vitrine commerciale destinée à devenir une véritable galerie marchande, sont intéressantes, voire novatrices, mais elles se situent dans le domaine du service, non de la diffusion et de l'accompagnement, et reposent ainsi sur un présupposé d'appropriation déjà importante d'Internet, ce qui n'est pas encore le cas, loin s'en faut. D'autres, comme celle de l'agglomération rouennaise qui, à travers l'action de son agence de développement, l'ADEAR<sup>1</sup>, tente de se situer sur le créneau des centres d'appels depuis 1992, s'inscrivent dans une

---

<sup>1</sup> Association pour le Développement Economique de l'Agglomération Rouennaise.

logique d'articulation du territoire aux réseaux des grandes entreprises mais leur impact en matière de diffusion reste faible, du fait même de leur isolement et de l'absence d'une dynamique territoriale d'ensemble dans laquelle elles pourraient logiquement s'inscrire, comme nous l'avons évoqué précédemment (1<sup>ère</sup> partie, chapitre II).

Enfin, la création en décembre 1998 par la CCI de l'Eure d'un Club NTIC<sup>27</sup>, regroupant des SSII du département à des fins de sensibilisation des entreprises, de promotion des savoir-faire locaux et du travail en réseau des professionnels de l'Internet, s'inscrit dans une approche par l'offre.

Toutes ces initiatives, indispensables, se heurtent à la faible motivation des entreprises et à l'absence d'un amplificateur régional, d'effet d'entraînement de dimension régionale, lequel est parfois très nettement ressenti : la CCI de l'Eure affirme avoir milité en ce sens, notamment pour mettre en place un projet de sensibilisation du type de CyberBretagne, sans avoir reçu d'écho favorable de la part du Conseil Régional comme de la DRIRE. En 1999, ses efforts pour monter un projet dans le cadre de l'appel à projet UCIP n'ont pas été couronnés de succès. Le CRIHAN (Centre de Ressources Informatiques de HAute-Normandie) a proposé la création d'une formation spécifique destinée à doter la région de conseillers technologiques spécialisés, là encore sans résultat.

Le manque de curiosité des PME-PMI haut-normandes en matière de NTIC était encore perceptible au début de l'année 2000, si l'on en juge par l'absence de demande concernant ce sujet auprès de Synergie Normandie. Cette cellule, créée en 1995 par le Conseil régional et les Conseils généraux avec l'appui de l'Etat et hébergée par la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie a pour mission de faciliter la collaboration entre grandes et petites entreprises, à la demande de ces dernières et sur des thèmes les préoccupant. Ceci montre bien que, dans un contexte culturel français par ailleurs peu porteur, il est nécessaire d'accompagner, de susciter des besoins, dans une démarche volontariste, globale et transversale de sensibilisation et d'accompagnement.

En terme de réseaux à haut débit, la Haute-Normandie dispose, comme la Basse-Normandie, d'un réseau haut débit dédié à la recherche et connecté à RENATER, SYRHANO, mais dont la gestion et le développement ont été confiés à une association, le CRIHAN, qui, forte de la compétence de ses informaticiens, a donné aux communautés de chercheurs de la région des moyens techniques très importants. Les collectivités de la région, quant à elles, ne sont guère engagées dans la constitution de réseau du type de ROC ou de RÉTIS, mais certaines villes comme Rouen, Fécamp ou Val-de-Reuil s'engagent dans une

relance de leur réseau câblé. Le Havre projette le câblage de la ville à partir de 1997, avec offre Internet à haut débit et devrait être couverte à l'horizon 2003. Rouen, en 2000, n'avait toujours pas réussi à relier entre eux à haut débit ses bâtiments municipaux, mais des projets d'extension de SYRHANO étaient susceptibles d'être intégrés dans un schéma plus large que la seule desserte des concentrations de chercheurs, reliant plusieurs sites administratifs comme l'Université, la mairie, le CHU... (BULEON, ZEITOUN, 2000).

En 1997, le CESR-HN appelait de ses vœux l'avènement d'une politique régionale structurée en matière de diffusion des NTIC, couplée avec une action en faveur de l'intelligence économique, à l'image de ce qui se met en place à ce moment-là en Basse-Normandie. Il n'est pas inutile ici de noter que le président du CESR-HN, Edouard Labelle, est également président de la CCI de l'Eure et de la Chambre Régionale d'Industrie, qui va faire preuve d'initiative par la suite. Il avançait que le RDT pourrait faire office de coordonnateur. Au début 2000, dans le RDT-Haute-Normandie, un groupe de travail était certes constitué, mais la réflexion n'était encore qu'en phase de gestation. Il faudra attendre l'année 2001 pour qu'elle commence à prendre forme, notamment autour des actions menées par la Chambre régionale de Commerce et d'Industrie et d'un projet de Pôle normand des échanges électroniques, qui ne se concrétisera que dans le courant de l'année 2002.

En terme de réseaux à haut débit, les deux régions ne sont pas beaucoup plus avancées l'une que l'autre, notamment du fait des contraintes réglementaires qui bloquent les initiatives locales. Toutefois, des initiatives comme RÉTIS dans la Manche, comme ROC et la SHEMA dans le Calvados forment déjà les bases, certes localisées et de dimension infrarégionale, d'une réflexion sur les réseaux en Basse-Normandie, réflexion qui dépasse largement les objectifs restreints de VIKMAN, le réseau de la recherche. En Haute-Normandie, il faut attendre la fin de l'année 2001 pour que commence à se faire jour une telle réflexion, SYRHANO ayant longtemps servi de paravent à l'absence d'initiative dans ce domaine, à toutes les échelles.

Autant dire que la dynamique territoriale de diffusion des NTIC des deux régions présente, dans sa phase d'émergence, comme un léger décalage, au moins dans le temps, décalage qui n'est évidemment pas sans conséquence en terme de contenu.

## 1.2 Contenus des dynamiques territoriales NTIC en Haute- et Basse-Normandie : le grand écart

L'analyse des contenus des dynamiques territoriales des deux Normandie et de leur évolution jusqu'en 2002, confirme le fait que, en démarrant plus tôt, la Basse-Normandie a pris une longueur d'avance sur la Haute-Normandie. Toutefois, celle-ci semble, depuis 2001, amorcer une évolution qui l'amène, de manière progressive, à abandonner une dynamique territoriale plutôt attentiste - et dont en fait on peut douter de l'existence même - en faveur d'une politique plus volontariste, qui prend progressivement une dimension régionale sous l'effet d'impulsions venues soit des entreprises, soit de collectivités territoriales infrarégionales.

Dans ce chapitre, l'étude des dynamiques territoriales sera traitée sous l'angle des différents types de contenus, le chapitre suivant se focalisant davantage sur celui des efforts de coordination interne existant entre les différents acteurs du territoire et des articulations existant entre ces dynamiques territoriales et les dispositifs suprarégionaux. L'apprentissage institutionnel sera étudié dans la mesure où les institutions régionales prennent des mesures pour modifier leur offre de services aux entreprises en adaptant leur dispositif de diffusion technologique ou leur système de formation. Les efforts d'apprentissage institutionnel internes aux institutions (formation de leur personnel...) ne seront pas étudiés en tant que tel, mais je n'oublie pas néanmoins que certains de mes interlocuteurs (Conseil général de la Manche, Ville de Caen, CCI de l'Eure et d'Alençon notamment) ont insisté sur leurs efforts dans ce domaine.

### *1.2.1 Sensibilisation et accompagnement des PME*

#### *1.2.1.1 Le dispositif régional bas-normand : diffusion d'Internet et actions sur les usages*

En Basse-Normandie, la sensibilisation et l'accompagnement des PME dans leur appropriation des NTIC est l'objectif central d'un dispositif d'apprentissage institutionnel d'ampleur régionale qui comprend deux volets majeurs : l'action du RDT-NTIC dans le cadre du CTN d'une part, le Schéma régional d'intelligence économique d'autre part. La CRCI a

également développé des actions non négligeables, même si elles sont pas d'ampleur plus modeste.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, la mission NTIC du CTN , élargie en 1998 avec le **RDT-NTIC** a pour vocation première d'aider à la diffusion des NTIC dans les PME-PMI régionales. Créée en 1996, elle a pour triple objectif de montrer aux PME les différents usages d'Internet, de les aider à structurer leur projet et de les mettre en relation avec l'offre régionale privée ou publique (IMZI, 2000). Elle a été initialement confiée à un seul chargé de mission, Stéphane Bresson, qui, en deux ans, a touché pas moins de 2500 chefs d'entreprise grâce à l'organisation d'une cinquantaine de points de rencontre. 250 d'entre eux ont eu un contact approfondi avec le CTN et 25 ont été accompagnés financièrement dans leur démarche par le CTN en faisant appel au FTR (Fonds Technologique Régional).

Etant donné l'ampleur grandissante de la tâche, l'opération a pris une nouvelle dimension à partir de 1998 : le RDT-NTIC, un réseau de dix conseillers technologiques (des emplois-jeunes), a été mis en place. Leur hébergement dans des organismes consulaires (CCI d'Alençon, de Caen, de Cherbourg-Cotentin, de Granville et Saint-Lô ; Chambres des Métiers des trois départements ; Chambre d'Agriculture de Normandie) permet un véritable maillage du territoire. Le CTN « assure la coordination générale de ce réseau » (IMZI, p.15), tout en s'efforçant de veiller à la professionnalisation croissante des jeunes conseillers. L'«effet réseau» permet aux conseillers d'échanger des informations, même si par ailleurs il pouvait être amélioré (Ibid.).

Le travail des conseillers combine « actions individuelles auprès de l'entreprise à partir d'une prospection et actions collectives »(Ibid.). Il a autorisé une véritable montée en puissance du dispositif et même une montée en puissance significative de l'action du RDT-BN dont le nombre de visites d'entreprises régionales a crû de 214% entre 1998 et 1999, essentiellement du fait de leur action (RDT-BN, 2000, p.10) :

- en 1999, près de 1000 visites d'entreprises ont été réalisées, ce qui correspond à 637 entreprises rencontrées ; en 2000, 700 visites (535 entreprises, « primo-visitées » à 73%), au premier semestre 2001, 271 (226 entreprises visitées) sont effectuées. Ces visites amènent des résultats concrets puisque dans 30 à 40% des cas selon les années, [elles] se sont transformées en accompagnement de projet, et la moitié de ces accompagnements en mise en relation avec un tiers » (RDT-BN, 2000, p.20). Les conseillers aident notamment les entreprises dans la mise au point de leur cahier des charges qui forme la base de leurs relations avec le prestataire de services.



- Des actions de formation des PME (98 jours de formation en 2000, rassemblant 433 personnes) ont été menées par les membres du RDT-NTIC, dans le cadre des organismes consulaires qui les hébergent « sans se substituer à une offre privée encore naissante dans ce domaine » (RDT-BN, 2001, p.32). Ces actions sont appelées à se multiplier, à la demande des entreprises.
- Les actions collectives (26 en 1999, 32 en 2000), prennent des formes diverses. Il peut s'agir de salons comme par exemple le salon du Net, à Saint-Lô qui a rassemblé près de 650 professionnels en décembre 1999<sup>1</sup>. Des actions opérationnelles d'accompagnement sont également montées pour le compte de clubs d'entreprises (le plus souvent), sous forme de sites Web collectifs ou encore en liaison avec l'opération du RDT « Maîtrise de l'information », qui s'inscrit elle-même dans le cadre du Schéma régional d'intelligence économique que nous allons détailler plus loin.

Il est intéressant de constater ici que cette opération, qui repose déjà sur la coordination interne des acteurs, met à profit toutes les possibilités existantes de coordination avec des acteurs qui lui sont extérieurs, mais coordonnés entre eux (Clubs d'entreprises), et entre en articulation avec un autre dispositif régional, le Schéma régional d'intelligence économique, ce qui confère à la politique régionale une grande cohérence. Cette articulation est en fait effectuée grâce au CTN, par l'intermédiaire de Stéphane Bresson qui pilote l'opération en coordonnant et en animant le réseau de jeunes conseillers, mais aussi en assurant la mise en relation du réseau avec les autres acteurs du domaine des NTIC (prestataires, clubs d'entreprises, collectivités).

Le bilan de cette action est jugé positif : d'après Stéphane Bresson, grâce à elle, « la Basse-Normandie se situe au niveau de la moyenne nationale. Et même au-dessus si l'on considère que 80% des entreprises visitées ont moins de 20 salariés » (Conseil régional de Basse-Normandie, *Reflets*, « Les PME régionales dans le coup », juillet 2000, n°37, p.7). Toutefois, si l'impact est considérable en terme de connexion et d'ouverture de sites, « on constate en revanche qu'[il] est moins grand pour les usages complexes » (Citation de S. Bresson dans Conseil régional de Basse-Normandie, *Reflets*, Hors Série Technologies Information Communication, « Web messenger », octobre 2001, p.10).

Le **Schéma régional d'intelligence économique** est le deuxième volet du dispositif régional de diffusion des NTIC à destination des PME-PMI. Il a été lancé à la fin de l'année 1997 sur l'initiative du Préfet de région Rémy Pautrat, en collaboration avec le Conseil

<sup>1</sup> Notons qu'à ces actions du RDT-NTIC, s'ajoutent celles de l'APTEN (Association pour la Promotion des Echanges électroniques en Normandie) et de la technopole Synergia.

régional. Cet ancien directeur de la DST, qui a lancé la notion d'intelligence économique en France, était animé par la conviction que la région était l'échelle la plus appropriée pour ce genre d'action (BRUNET, 1998). Partant du constat, suite à une enquête de l'ADIT (1997), que les entreprises considèrent l'intelligence économique comme une composante essentielle de la stratégie, mais ne l'utilisent que très peu, il a décidé « de mobiliser les acteurs régionaux autour d'une démarche d'intelligence économique durable, destinée à servir une stratégie de développement régional » (ibid., p.43) et le Conseil régional l'a suivi.

Ce Schéma s'organise autour de quatre actions prioritaires (ADIT, 1997) :

- la sensibilisation à la démarche d'Intelligence économique (Axe 1), qui passe notamment par la mise à disposition des méthodologies et des outils permettant de s'informer efficacement. Il va de soi que les NTIC en font partie, ce dont l'enquête de l'ADIT (1997) se faisait l'écho : en effet, elle avait révélé que, dans la perspective d'une démarche de ce type, 32% des chefs d'entreprises interrogés souhaitent maîtriser Internet, qui renferme pour 41% d'entre eux des informations à exploiter ; les banques de données, qui sont de plus en plus inséparables d'un support électronique, recueillaient quant à elle 24% et 25% des réponses.
- La création de réseaux Etat-entreprises (Axe 2), fondée sur la mise en œuvre de pratiques collectives de gestion de l'information à travers la création d'une plate-forme régionale d'accès et de navigation sur les réseaux informatiques mondiaux et d'un Extranet régional d'intelligence économique alimenté par l'ensemble des centres de ressources régionaux (CCI, RDT, Laboratoires de recherche...) et qui disposera de liens spécifiques avec les différents serveurs nationaux d'information (ADIT, ministères et ambassades...)
- Une action en faveur des technologies-clés (Axe 3), dont la présence en région devra être évaluée et identifiée par l'ADIT.
- Une stratégie globale de valorisation internationale des potentiels scientifiques, technologiques, économiques et culturels de la région, dans laquelle les NTIC seront appelées à jouer un rôle central (Axe 4).

Afin d'aider à la mise en œuvre de ce Schéma, le premier du genre en France, une antenne régionale de l'ADIT, elle aussi la première du genre, est créée à Caen en 1998. Encadrée par un Comité technique et de pilotage réunissant les investisseurs institutionnels que sont l'Etat, la région, l'Adit et l'Union européenne, cette antenne, avec des moyens réduits, a fait preuve d'une activité intense : outre un rapport sur les technologies clés dans la région

(Axe 3), elle a mis au point des programmes annuels de formation à l'intelligence économique à destination de différents types d'acteurs économiques (institutions régionales, consultants en intelligence économique...) (Axe 1), lancé dès mars 2000 un Extranet régional d'intelligence économique (Axe 2), véritable mine d'informations et de services (Annexe 5) encore complétée à partir de décembre 2001 de l'édition électronique d'une lettre d'information scientifique et technologique spécifiquement bas-normande (*Lettre Science Tech Basse-Normandie*). Ces deux dernier axes relèvent de l'apprentissage organisationnel et permettent, à travers notamment l'Extranet régional de l'antenne de l'ADIT, la concrétisation d'un projet transactionnel réunissant différents acteurs et fondé sur l'utilisation des NTIC.

Ce Schéma régional d'Intelligence économique n'est pas centré principalement sur les NTIC, mais il s'appuie en permanence sur elles. De ce fait, il conforte et complète l'action du RDT puisqu'il peut être compris comme la promotion et la démonstration d'un des usages des NTIC, une sensibilisation par l'usage en quelque sorte.

La convergence d'objectifs de ces deux structures a d'ailleurs pris rapidement une dimension concrète, dans une logique de mise en relation et en synergie des acteurs de la diffusion de la technologie en général et des NTIC en particulier. Ainsi, dès 1998, le RDT s'est intégré au Schéma régional d'I.E. en lançant une opération pilote intitulée « Sensibilisation des entreprises à la maîtrise de l'information », couronnée en 1999 du prix national de l'« Action Intelligence économique de l'année » décerné par l'Association française pour la promotion de l'intelligence économique (SCIP France) et les organisateurs du Salon français de l'information électronique, de l'Internet et de l'Intranet (IDT/NET) et parrainé par *La Tribune*. Cette action a concerné plus de 80 entreprises en 2000. De même, les quatre serveurs Internet<sup>1</sup> créés par le CTN dans une logique de mise en relation et de meilleure visibilité des acteurs de la diffusion technologique, font partie intégrante de l'Extranet régional Basse-Normandie.net.

Dans une même logique de développement des usages des NTIC, la technopole caennaise Synergia, l'APTEN et plus encore la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie sont des acteurs importants en Basse-Normandie, même si leurs actions n'ont pas à l'évidence la même dimension. La plus notable est celle de la CRCI, mais elle intervient plus tardivement.

---

<sup>1</sup> Il s'agit du serveur du RDT ; du serveur "Technologies sous les pommiers", qui présente les compétences scientifiques et technologiques régionales, du serveur de GRAVIR (Groupe Régional d'Action pour la Valorisation Industrielle de la Recherche), annuaire des compétences technologiques de la recherche publique régionale, et du lien bas-normand à partir du serveur national Evariste.

Il est important de noter que les actions de **la CRCI de Basse-Normandie** sont initialement prévues dans le cadre d'accords signés le 23 novembre 2000 entre les CRCI des deux Normandie en vue de mener des actions communes et concrètes dans le domaine des NTIC (Site [economie-territoire.com](http://economie-territoire.com)). Ces actions, qui relèvent, pour la première d'un projet transactionnel fondé sur l'utilisation des NTIC, et pour les autres de l'apprentissage institutionnel, portaient sur :

- la création d'un portail économique normand « Drakkar on line »,
- la création d'un annuaire de sites du commerce électronique normand, dressé au terme d'un processus de labellisation des entreprises qui applique une charte qualité définie par la CRCI (Charte CCRIE<sup>1</sup>, [www.ccrie.com](http://www.ccrie.com), prononcer « c'est sérieux »),
- une opération de sensibilisation des entreprises au commerce électronique en direction d'entreprises positionnées sur le marché européen,
- la création d'un échangeur unique visant à développer le commerce électronique.

Les deux CRCI normandes se sont finalement parfois partagée la tâche, - même si l'une d'entre elles reste alors le porteur principal du projet : c'est le cas pour le portail normand d'informations économiques « Drakkar on line », ouvert en septembre 2001 où la CRCI de Haute-Normandie joue un rôle moteur, la CRCI-BN se contentant d'apporter des informations ; c'est le cas également pour l'opération de promotion du commerce électronique, que nous évoquerons plus loin. Mais, tout aussi souvent, elles ont suivi des chemins totalement séparés. C'est le cas pour l'opération CCRIE qui est désormais strictement bas-normande, et pour la création de l'Echangeur.

L'Echangeur bas-normand, opérationnel depuis la fin 2001, situé à Alençon, appartient tout comme son homologue haut-normand à un réseau sous le régime de la licence, L'Echangeur, dont la création est le fait d'un GIE privé parisien. Regroupant des enseignes réputées de la grande distribution, ce dernier dispose de l'appui de la DATAR. Sa création en Basse-Normandie, à la fin 2000, est le résultat de l'action du Sénateur-Maire d'Alençon,

Alain Lambert, et du Conseil général de l'Orne, qui, indépendamment de la CCI d'Alençon et de la CRCI-BN, ont décidé de sa création pour se positionner sur ce créneau. Spécialisé dans la signature électronique et les téléprocédures, en phase de croissance, il touche deux types de

---

<sup>1</sup> Charte Consulaire Régionale Internet et Entreprises.

publics, les collectivités locales (60%) et des entreprises de plus de 50 salariés (30%). Il se heurte à la difficulté de se faire connaître et d'adapter le catalogue de L'Echangeur, plutôt tourné vers les grosses entreprises ou du moins les grosses PME, au tissu régional, plus modeste. L'existence du CTN en région, lequel est par ailleurs membre de l'ADER (Association pour le Développement de l'Echangeur Régional), devrait l'aider, d'autant plus que leurs domaines d'action ne sont pas concurrents, mais complémentaires. Des projets en ce sens devraient prendre forme dès l'automne 2002.

La Basse-Normandie a réellement mis au point un dispositif régional de diffusion des NTIC dans les PME-PMI, essentiellement centré sur des actions d'apprentissage institutionnel, mais dans lequel apprentissage organisationnel et projet transactionnel ne sont pas absents (RÉTIS dans la Manche, Extranet régional). A l'évidence, l'Etat et la Région jouent un rôle essentiel, tout en s'appuyant sur les organismes consulaires. La CRCI complète ce dispositif, utilement, mais plus discrètement et plus tardivement aussi, par des actions qui portent essentiellement sur le commerce électronique, et qui entrent bien dans ses attributions. Des actions au départ locales, comme celle qui a mené à la création de l'Echangeur d'Alençon, ont pu venir alimenter ce dispositif et des efforts d'intégration et de coopération deviennent possibles. Les dispositifs Etat-Région sont naturellement plus disposés à promouvoir des usages de type veille, une approche commerciale étant plus éloignée de leur culture de service public. L'enquête auprès des entreprises permettra, nous l'espérons, de mesurer l'impact de ce dispositif, tout comme d'ailleurs ses limites.

#### *1.2.1.2 La Haute-Normandie : solitude des organismes consulaires*

Tandis que la Basse-Normandie continue sur sa lancée de 1996, tout en l'enrichissant et en l'approfondissant, comment la Haute-Normandie a-t-elle évolué ?

Force est de constater qu'un dispositif d'ampleur régionale, à l'image de celui qui a été mis en place en Haute-Normandie, fait largement défaut. Le Conseil régional ne semble pas avoir pris la mesure des besoins des PME et, en tous les cas, n'a apporté aucune réponse au rapport du CESR-HN (1997), qui appelait de ses vœux un dispositif de ce type et qui avait pris soin de le rappeler dans sa « réflexion prospective sur l'avenir de la Haute-Normandie », intitulée *Les Normands à la conquête de leur futur* (2000, Fiche-action 3-2, p.73).

Toutefois, si aucune politique d'ensemble digne de ce nom ne se fait jour, il faut nuancer le propos. Les années 2001-2002 peuvent être considérées comme fondamentales dans la mise en place, tardive, notamment par rapport à la Basse-Normandie, d'une dynamique d'ensemble de diffusion des NTIC.

D'une part, la filière transport continue à approfondir son appropriation des NTIC, sans pour autant que soient mis en place des outils d'intégration des différents modes de transport et places portuaires, comme nous l'avons dit précédemment. Localement, à l'échelle de l'agglomération rouennaise, la politique visant à favoriser l'implantation de centres d'appels n'a pas eu les résultats escomptés, notamment parce qu'elle ne reposait pas sur une politique immobilière spécifique, visant à proposer un immobilier d'entreprises financé par des fonds publics. L'offre de l'agglomération, essentiellement privée, n'était pas très attractive par rapport à celle de villes comme Amiens.

D'autre part, des éléments de structuration d'une dynamique régionale centrée sur la diffusion et la sensibilisation des entreprises apparaissent néanmoins à travers l'action, coordonnée sous l'égide de la CRCI, des organismes consulaires. Cette action s'inscrit dans le cadre des accords de novembre 2000 signés entre les CRCI de Basse- et Haute-Normandie. Elle se structure autour de deux axes majeurs, bien articulés entre eux, d'une part une offre de services sur Internet, d'autre part la promotion du commerce électronique.

L'offre de services sur Internet se présente sous la forme d'un portail d'informations économiques « Drakkar on Line », lancé en septembre 2001. Ce portail est extrêmement riche car il dépasse largement la simple revue de presse, outil de veille économique : ce type de services est proposé, de manière à la fois exhaustive et en même temps ciblée selon l'appartenance sectorielle de l'entreprise, selon ce qu'elle recherche. Il fait également œuvre fédératrice à l'échelon régional en proposant des annuaires des acteurs du développement économique régional, selon différentes thématiques (économie, administration, recherche, collectivités locales...). Enfin, il présente une rubrique « commerce électronique » extrêmement fournie et structurée, qui présente l'avantage de se situer à l'articulation entre l'offre de services classique du portail et le thème majeur de la politique de la CRCI et des autres organismes consulaires haut-normand actifs dans ce domaine (CCI de l'Eure et du Havre notamment). Ce faisant, il assure à la fois une cohérence au projet d'ensemble et une visibilité électronique optimale à la politique « commerce électronique ». Drakkar on line relève du projet transactionnel, car de nombreux acteurs y participent, y compris de Basse-Normandie.

L'action de promotion du commerce électronique à l'échelle de la CRCI a pris forme à partir de 2000, à partir de sa participation à un programme européen *e-gateway*, qui l'a incitée à lancer une enquête destinée à connaître l'utilisation économique d'Internet par les entreprises régionales et leurs attentes à l'égard des CCI. Il s'en est suivi la constitution d'un groupe de réflexion réunissant la CRCI, la DRIRE, le Conseil régional et l'UPNTIC<sup>1</sup>, qui aboutit à la définition d'une action collective dont l'objectif est de « sensibiliser et faire évoluer le comportement des entreprises régionales ». Ses deux premières déclinaisons seront l'édition d'un guide du commerce électronique et, en mai 2001, l'organisation d'un forum du commerce électronique au RITH 2001, salon industriel du Nord-Ouest. A l'heure actuelle, elle s'organise essentiellement autour de deux projets, qui s'articulent avec des opérations définies à des échelles suprarégionales et ont réellement pris forme en 2002 :

- L'Echangeur haut-normand, appelé **Pôle normand des échanges électroniques**. Lancé officiellement à la fin 2000, le projet sera ensuite considérablement ralenti du fait de lourdes tractations portant sur sa localisation qui ne deviendra définitive qu'en juin 2002, sur le site de la zone d'activités technologiques de La Vatine, à Mont-Saint-Aignan, au nord de Rouen. Il ne sera opérationnel qu'à partir de septembre 2002. D'un point de vue général et tout en restant focalisé sur les différents aspects du commerce électronique, il s'agit d'un centre de ressources et de sensibilisation, pôle d'animation (réunions, conférences, manifestations...) et vitrine du savoir-faire des prestataires NTIC. De façon spécifique pour coller à la réalité régionale, c'est une plate-forme centrée sur la relation interindustrielle dans le cadre du BtoB (Annexe 6). Ce service délocalisé de la CRCI, qui reçoit le soutien de la DATAR, de la DRIRE et du Conseil régional et s'appuie sur l'UPNTIC, relève de l'apprentissage institutionnel et représente l'essentiel de la politique *régionale* de diffusion des NTIC. Du fait de son inspiration d'origine consulaire, de son thème, du caractère payant de toutes ses prestations et de son articulation forte, quoique animée d'un réel souci de déontologie et de neutralité commerciale, avec la logique privée des prestataires de services NTIC, cet outil entre beaucoup moins dans une logique de service public régional que le RDT-NTIC ou le Schéma régional d'intelligence économique, dont nombre de prestations sont gratuites. Il est également perçu, dans l'Eure, où le tissu de PME est plus modeste qu'en Seine-Maritime, comme un outil qui s'adresse d'abord à de grosses PME ou à des entreprises déjà avancées dans une démarche d'appropriation

---

<sup>1</sup> Union Professionnelle Normande des TIC, qui rassemble les prestataires de services de la région.

des NTIC. Ceci pose finalement le même problème d'adaptation aux petites PME que celui rencontré par l'Echangeur d'Alençon, mais à une échelle différente. Toutefois, il représente un remarquable effort de coordination des différents acteurs du développement économique, à des échelles différentes, malgré son apparition tardive, notamment par rapport à la Basse-Normandie, qui s'est dotée de ce type d'outil et l'a rendu opérationnel un an plus tôt. Dans le cadre du réseau des Echangeurs, les deux Echangeurs normands sont appelés à mutualiser leurs produits.

- La deuxième action d'importance entre dans un cadre européen, et plus précisément dans celui d'une campagne de communication lancée par la Commission européenne en septembre 2001, intitulée "*e-business : une affaire de PME*" et dont la déclinaison normande s'appelle "**Normandie Web**". La CRCI de Haute-Normandie joue un rôle moteur dans cette opération à travers son Euro-Info-Centre, qui pilote le projet en partenariat avec l'EIC de Basse-Normandie et utilise les services de l'Echangeur. Cette opération, qui concerne douze entreprises normandes positionnées sur le marché européen, est lancée en décembre 2001.

Il faut donc attendre les années 2001-2002 pour qu'une dynamique de dimension régionale prenne forme en Haute-Normandie. Du fait de son origine consulaire, elle est sensiblement différente de celle qui est apparue en Basse-Normandie six ans plus tôt. De par son thème, de par ses méthodes, elle est forcément plus restreinte et ciblée, mais elle met l'accent sur un usage des NTIC bien particulier, et à l'évidence d'abord plus difficile que ceux que privilégie la Basse-Normandie, même si celle-ci se tourne aussi vers la promotion du commerce électronique puisque les opérations haut-normandes sont souvent faites en partenariat avec la Basse-Normandie.

### *1.2.2 Système éducatif et NTIC, quelle(s) place(s) dans les dynamiques normandes de diffusion des NTIC ?*

Comme nous l'avons développé en première partie, le système éducatif, à travers son orientation plus ou moins marquée vers les NTIC, à travers sa propre utilisation de ces techniques, fait partie d'une dynamique régionale de diffusion des NTIC, et plus précisément de l'apprentissage institutionnel, car il relève d'une adaptation des institutions aux NTIC. L'étude de cette question sera centrée sur l'analyse des actions engagées pour promouvoir la place des NTIC dans ce système éducatif.



### *1.2.2.1 Une préoccupation importante en Basse-Normandie*

L'intégration des NTIC dans le système éducatif régional est une préoccupation importante en Basse-Normandie, à tel point qu'on est en droit de considérer qu'elle fait partie intégrante de la dynamique territoriale de diffusion des NTIC. Cette question a pris ici deux dimensions essentielles, susceptibles de s'articuler entre elles : d'une part, favoriser l'émergence d'une offre régionale de qualité en matière de formation aux NTIC, correspondant aux besoins des entreprises ; d'autre part, favoriser l'intégration des NTIC dans les pratiques du système éducatif.

En ce qui concerne **l'offre régionale en matière de formation aux NTIC**, correspondant aux besoins des entreprises, il est par exemple tout à fait significatif que des organismes régionaux comme l'Observatoire Régional des Formations et des Métiers de Basse-Normandie (OREFOM, 2001) et le Comité d'Expansion économique de Basse-Normandie (INZE, 2000) se sont penchés sur cette question, obéissant ainsi à une logique selon laquelle « la croissance de l'offre qualifiée accompagne la diffusion des NTIC ». Les études en question présentent l'avantage de dresser le panorama du système éducatif bas-normand en matière de NTIC, tout en évaluant ses handicaps et ses atouts en terme de correspondance avec les besoins des entreprises dans ce domaine. Ceci met en évidence le souci de mettre en cohérence la dynamique territoriale dans sa déclinaison formation avec les besoins exprimés par les entreprises.

La Basse-Normandie présente des déficits certains, notamment en écoles d'ingénieurs, en formations orientées vers les télécommunications, ou destinées à des profils non scientifiques ou non informatiques, ces dernières étant en cours de développement. En revanche, elle dispose d'une pléthore de formations en informatique. Toutefois, il apparaît, d'après l'OREFOM (p.20), que ces déficits « ne sont pas spécifiques à la Basse-Normandie » et se retrouvent à l'échelle du territoire national, ce qui est immédiatement analysé comme une opportunité « pour la région de développer des formations encore peu répandues sur ces créneaux particuliers », comme c'est le cas par exemple avec l'ouverture d'une licence professionnelle conjointe Université de Caen-ISMRA en septembre 2001 et de deux départements d'IUT « Génie des télécommunications et des réseaux », à Ifs, et « télé-acteurs et conseillers en e-business » à Alençon en septembre 2002 (*Ouest France*, 25 février 2002).

De plus, la Basse-Normandie s'avère d'ores et déjà bien placée sur un certain nombre de créneaux identifiés en 2000 comme déficitaires à l'échelon national par l'OFMI<sup>1</sup> : c'est le cas des licences professionnelles portant sur les NTIC et notamment Internet, la Basse-Normandie disposant déjà d'une licence professionnelle « Rédacteur de site Internet » (Université de Caen/Ecole des Beaux-Arts) et du DESS Nouvelles applications Internet de l'Université de Caen, le seul en France en 2001. Notons également que les organismes de formation supérieure de l'agglomération caennaise (IUT et ISMRA) ont développé dans le prolongement de l'expérimentation menée par la technopole Synergia dans le cadre du projet AINSI labellisé « Autoroutes de l'information » en 1994, une spécialisation dans la monétique, qui assure à elle seule près du quart des besoins nationaux (Normandie Développement, 2002, p.4).

La région, à travers l'action du Conseil régional et de sa direction de la Formation professionnelle, fait également un effort significatif en matière d'**intégration des NTIC dans les pratiques du système éducatif**, à travers la promotion de l'enseignement à distance. Cet effort est déjà ancien dans la région : la première expérience revient au Conseil général de la Manche qui, dès 1994, avait développé un réseau de téléenseignement. D'autres structures d'enseignement, de formation initiale comme de formation continue, se sont également lancées, parfois en précurseur, dans ce créneau, en lui donnant une dimension plus vaste.

C'est le cas notamment de l'Institut d'Administration des Entreprises de Caen (IAE), dont l'un des membres, Olivier Lamirault, a joué un rôle moteur dans le développement des formations à distance utilisant les NTIC, dès 1992. Début 1997, les premières formations, reposant sur l'utilisation intensive, à domicile ou en entreprise, de la visioconférence et des CD-Rom, sont ouvertes. En septembre 2000, en partenariat avec des IAE de Paris et de Lyon, l'IAE a ouvert un campus numérique autour d'une plate-forme d'e-learning qui rencontre un vif succès, à la fois national et international : fin 2001, 550 personnes, réparties dans 40 pays, notamment en Afrique francophone, mais aussi au Vietnam, en Allemagne et aux Etats-Unis l'utilisent, et le Ministère de l'éducation nationale « évalue ce campus comme l'une des meilleures réalisations en France dans le domaine universitaire » (*VA Info*, n°37, p.15). L'IAE est aujourd'hui porteur, sur l'initiative du Conseil régional de Basse-Normandie, d'un projet d'Ecole de l'Internet qui s'inscrit dans la politique gouvernementale définie lors du CISI de juillet 2000. Son ouverture, qui se situe dans le prolongement de l'étude de l'OREFOM citée plus haut, devrait avoir lieu en septembre 2003. Elle fera de Caen, et au-delà de la Basse-

---

<sup>1</sup> Observatoire des Formations et des Métiers de l'Informatique, structure créée par le Ministère de l'Education nationale et rattachée à la Direction de l'Enseignement supérieur

Normandie, la troisième ville de France à disposer de ce type d'école, après Marseille et Bourges.

Dans le domaine de la formation à distance grâce aux NTIC, le CNAM et l'Université de Caen ne sont pas en reste : le premier s'y est lancé dès 1996, la seconde participe depuis 1996 également à Open University, première université européenne d'enseignement à distance, qui ne regroupe pas moins de 200 000 étudiants (*Caen université*, n°27, mai 2002).

Enfin, depuis 2000, la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) et le Conseil régional mènent en direction des organismes de formation professionnelle une politique ambitieuse, visant à favoriser une utilisation optimale des NTIC dans leurs formations. Ceci démontre une volonté particulière d'articulation avec les besoins des entreprises, et, au-delà, de diffusion d'une réelle pratique des NTIC dans le tissu économique régional. Le CTN a joué un rôle important dans la définition, mais aussi la mise en œuvre de ce programme, intitulé POSYTIF (PrOgramme régional de développement en SYstèmes et Technologies de l'Information pour la Formation), qui comporte des actions de sensibilisation et de formation des organismes de formation professionnelle, à partir de 2001 des appels à projets pour les aider financièrement et techniquement dans la mise au point de leur propre programme de formation à distance et enfin la mise en réseau des différents organismes. L'ensemble de ce dispositif représente un important effort financier pour une petite région comme la Basse-Normandie puisqu'il porte sur près de 2.3 millions d'Euros (15 MF).

#### *1.2.2.2 Des actions isolées en Haute-Normandie*

En Haute-Normandie, du fait même de l'absence de réelle stratégie régionale en matière de diffusion des NTIC en faveur des PME-PMI, l'évaluation précise de la place des NTIC dans le système éducatif et de l'intégration de l'usage des NTIC dans ce système est difficile, car ces actions relèvent plutôt d'initiatives isolées.

La place des NTIC dans le système éducatif régional n'est pas négligeable en Haute-Normandie, mais en l'absence d'études comme celles de l'OREFOM ou de M. INZE, elle reste difficile à évaluer. Il n'en reste pas moins que des formations, à tous les niveaux, existent bien, notamment dans le cadre d'écoles d'ingénieurs qui manquent à la Basse-Normandie (INSA ; ESIGELEC, qui dépend de la CCI de Rouen) et des Ecoles Supérieures de Commerce. Ces dernières, par exemple, s'impliquent depuis 2001 dans des formations en commerce

électronique (ESC du Havre : Mission Commerce électronique en troisième année). A Rouen, l'ESIGELEC, en collaboration avec l'ESC, dans une démarche qui relie technique et stratégie de l'entreprise propose depuis 2001 un Mastère spécialisé « Chef de projet *e-business* ». Des opérations de promotion des TIC en direction des étudiants ont également été menées, comme le prix « Défi Web » organisé conjointement par l'ESIGELEC et France Télécom Haute-Normandie, en partenariat avec la DRIRE, le Conseil régional, la CCI de Rouen et deux clubs d'entreprises (*La lettre de l'ESIGELEC*, n°11, février 2001).

De plus, toujours dans une logique de filière, il est important de noter que le transport-logistique dispose en région de compétences privées qui sont susceptibles d'être sollicitées pour former les PME, comme c'est le cas de la SOGET, au Havre, qui participe aux sessions de formation organisées par la CCI. Des organismes de recherche comme l'IRSEEM<sup>1</sup>, qui travaillent en étroite collaboration avec les entreprises, jouent un rôle important de diffusion des NTIC dans les entreprises de transport, notamment de transport routier, qui passe nécessairement par de la formation aux outils mis au point.

Enfin, le CRIHAN a joué un rôle important de formation, non pas tant directement en faveur des PME-PMI, mais en direction des entreprises de NTIC prestataires de services, leur permettant ainsi d'atteindre un niveau élevé, notamment sur l'agglomération rouennaise, favorable à une diffusion efficace en direction des PME. Ces dernières disposent ainsi d'un tissu de SSII de qualité, ce qui n'est peut-être pas le cas en Basse-Normandie, puisque le CTN lui-même se place en situation de pallier une offre de formation des PME plutôt défailante. Des perspectives s'ouvrent également au Havre, puisque, dans le cadre de son projet de technopole orienté NTIC et appelé « Le Havre 2005 » à titre provisoire, la ville prévoit de développer des formations spécialisées dans ce domaine pour pallier ses carences.

En matière d'intégration des NTIC dans le système éducatif, là aussi, les actions, en dehors de l'informatisation des collèges et lycées, par ailleurs présentes dans les deux régions, sont plutôt isolées et manquent d'ampleur. En 1997, le Plan régional de développement de la formation professionnelle des jeunes avait institué pour trois ans des Contrats d'innovation éducative (CIE) qui avaient pour vocation d'accompagner les initiatives innovantes des collèges et lycées et ont essentiellement porté sur le financement d'équipements multimédia (*La région*, Bulletin d'information du Conseil régional, Février 1998, n°53, p.3). Néanmoins, aucune politique d'ensemble du type du programme POSYTIF déployé en Basse-Normandie n'émerge réellement, les initiatives restant là encore isolées, comme celles, par exemple, des

---

<sup>1</sup> Institut de Recherche en Systèmes Electroniques Embarqués, installé à l'ESIGELEC.

Universités du Havre et de Rouen qui ont des projets dans le domaine des campus numériques ou encore de l'ESC du Havre qui, dans le cadre d'une coopération avec l'IAE de Caen, développe de la formation à distance.

### *1.2.3 Des implications en matière de réseaux décalées dans le temps*

Le dernier aspect des contenus des stratégies territoriales de diffusion des NTIC en direction des PME-PMI concerne l'implication des collectivités en matière de réseaux de télécommunications à haut débit (cf. 1<sup>ère</sup> partie, chapitre II), dans le cadre réglementaire autorisé (cf. 2<sup>ème</sup> partie, chapitre II) et d'une présence des opérateurs insatisfaisante, quoique plus favorable en Haute-Normandie (2<sup>ème</sup> partie, chapitre III-2).

Ce dernier point joue un rôle important dans le degré très inégal d'implication des collectivités territoriales dans ce domaine, et surtout dans leur important décalage temporel : en dehors des réseaux dédiés à la recherche, comme nous l'avons montré précédemment, des initiatives existent en Basse-Normandie dès 1996 dans le cadre de la constitution de réseaux indépendants pour des Groupes Fermés d'Utilisateurs (GFU) à l'échelle communale (ROC à Caen), un peu plus tard à l'échelon départemental (RÉTIS dans la Manche en 1999) alors qu'il faut attendre 2000-2001 pour que l'agglomération rouennaise se dote d'un réseau de ce type en s'appuyant sur SYRHANO. De plus, les préoccupations d'ordre économique sont déjà très présentes en Basse-Normandie : Hérouville-Saint-Clair, à travers la SHEMA, a doté sa zone d'activités CITIS d'un réseau haut débit et le réseau RÉTIS profite à une communauté d'intérêts regroupant des entreprises. Ce type d'initiative est alors loin d'exister en Haute-Normandie.

#### *1.2.3.1 Des projets bien avancés en Basse-Normandie*

Dans le prolongement de ces initiatives, les collectivités territoriales bas-normandes, singulièrement les Conseils généraux de la Manche et du Calvados et les plus grandes agglomérations, comme les districts de Caen et Alençon (devenus par la suite Communautés Urbaines de Caen et d'Alençon) ont approfondi, à partir de 1999-2000, leur réflexion, en faisant parfois appel à un chercheur du CNRS rattaché à l'Université de Caen, Pascal Buléon, pour dresser le constat de carence alors indispensable. Cette réflexion a ensuite connu un coup d'accélérateur avec la levée partielle des restrictions réglementaires en juillet 2001, et en est

aujourd'hui à sa phase de réalisation, à travers le lancement d'appels d'offres (Calvados, Communauté Urbaine de Caen) ou de travaux (Manche) durant le deuxième semestre 2002.

Ces différentes collectivités développent des approches et des procédures de mise en œuvre très différentes en fonction de leur échelle, mais aussi du positionnement de leur territoire par rapport aux réseaux des opérateurs privés et de son potentiel d'attractivité. Toutes, chacune à leur manière, montrent une réelle volonté d'articuler leur territoire aux grands réseaux de télécommunications privés.

L'agglomération caennaise et le département du Calvados peuvent prendre appui sur les réseaux de quatre opérateurs longue distance traversant leur territoire depuis 1999-2000.

La première le fait dans le cadre d'une délégation de service public visant à terme la réalisation d'une infrastructure passive fibre noire de 64 kilomètres, dans laquelle des points de connexions avec les projets de réseaux départementaux, ainsi que des ouvertures vers les communes sont prévues. Cette infrastructure est destinée à être louée aux opérateurs, en l'absence de perspective de déploiement par les opérateurs privés de réseaux métropolitains ou de boucles locales à l'horizon 2001 et de leurs réticences face à une éventuelle mutualisation (Comptoir des Signaux, 1999), le passage de réseaux longue distance dans l'agglomération apparaissant comme un atout pour attirer des opérateurs de boucle locale.

Le Conseil général du Calvados, qui se penche sur cette question depuis 1999, a opté pour une solution originale et innovante, encore jamais expérimentée, et qui suscite la méfiance ou une curiosité intéressée chez les autres acteurs du développement économique territorial, en Basse-Normandie comme ailleurs. Cette solution repose sur un partenariat avec les opérateurs longues distances présents sur le territoire. Elle vise à permettre le déploiement rapide et à moindre coût de boucles locales haut débit sur les sept bassins d'emploi calvadosiens en s'appuyant sur le réseau de villes secondaires caractéristique de ce département (Bayeux, Vire, Condé-sur-Noireau, Falaise, Deauville et Honfleur), mais sans s'engager dans la construction d'infrastructures (Conseil général du Calvados, 2001). Une étude de géomarketing a permis de préciser les caractéristiques et perspectives d'évolution et de rentabilité des différents marchés locaux en matière de télécommunications, en fonction de leur tissu économique, de sa consommation en télécoms et du positionnement des différentes villes par rapport aux réseaux longue distance existants (distance kilométrique). C'est sur cette base que le CG14 a lancé un appel d'offres sur performances dans le cadre duquel il s'engage à combler les déficits attendus, consécutifs aux frais d'implantation et de déploiement des opérateurs, lesquels varient en fonction des agglomérations et des technologies utilisées, car

des offres BLR et xDSL sont prévues. La volonté d'attirer plusieurs opérateurs a entraîné un découpage par lots des différentes portions du projet (agglomérations, services).

C'est beaucoup moins le cas pour la Manche et pour l'Orne, où cette présence est nettement plus discrète. Ces deux départements ont de ce fait opté pour une politique volontariste d'aménagement optique, beaucoup plus avancée dans la Manche que dans l'Orne: en témoignent les projets de construction à leurs frais d'infrastructures passives, laquelle devrait commencer dès le deuxième semestre 2002 dans la Manche (Réseau BUS, Backbone Universel de Services), mais aussi leur participation – pour le moment encore assez théorique d'après mes interlocuteurs - à l'expérimentation gouvernementale sur le Réseau de Transport de l'Electricité (RTE) pour apporter l'Internet rapide dans les campagnes, qui permettrait, dans la Manche, d'«envisager un branchement des villes de plus de 5000 habitants pour l'été 2003 » (*Ouest-France*, 8 février 2002).

La présence des opérateurs a été volontairement et directement accrue par le Conseil général de la Manche. En effet, ce département bénéficie, dans sa partie sud, de 90 km de fibre optique réellement accessibles et utilisables, le long de l'autoroute A84, grâce à la signature d'une convention entre le Conseil général et l'opérateur longue distance qui disposait ses tuyaux lors de la construction de cette autoroute en 2000-2001 : au terme de cette convention, en contrepartie de l'abandon du paiement des redevances, l'opérateur s'engageait à poser des fourreaux vides parallèles à son réseau, avec des points d'accès et de connexion tous les cinq kilomètres, pour pouvoir raccorder à terme le réseau départemental (CESR-BN, 2001, p.61). On voit ici que le CG50 a su tirer parti d'une opportunité, aussi mince soit-elle, pour articuler son territoire aux grands réseaux de télécommunications, ce qui forme aujourd'hui le fondement sur lequel il peut développer son propre réseau, et révèle également un niveau de maturité élevé dans la mise en relation des NTIC avec l'aménagement du territoire et le développement économique. Le CG50, après lancement d'une délégation de service public pour la construction de l'infrastructure pour un coût de 31M d'Euros (200MF), envisage de créer une Société d'Economie Mixte pour l'exploiter et la louer aux opérateurs. Le financement d'une telle opération, même pour un département relativement riche comme la Manche, dont les finances bénéficient de la présence des grosses unités du nucléaire, ne semble pas aller de soi : si le coût au kilomètre est bien plus faible que celui des équipements routiers, il grève lourdement des budgets dont les charges restent par ailleurs importantes.

Les projets de l'Orne sont de ce fait plus modestes et moins avancés. Le département projette de favoriser la couverture en ADSL de toutes les communes abritant des entreprises,

ainsi que la création d'un réseau de collecte couvrant la moitié du département dans un premier temps (Boucle Alençon, Argentan, Flers, Alençon) et s'appuyant sur RENATER pour sa connexion aux réseaux nationaux et internationaux. Toutefois, le coût semble poser un grave problème à ce département sinistré par la perte de Moulinex, et dont les élus, d'après l'un des mes interlocuteurs, en sont à souhaiter une renationalisation de France Télécom, le haut-débit devant être intégré au service universel !

A l'échelon régional, il n'existe pas de projet d'ensemble, portant sur un réseau régional, mais des initiatives d'ampleur régionale existent.

D'une part, outre le fait que le Conseil régional apporte son soutien aux différents projets départementaux, le réseau régional de la recherche VIKMAN, parfois accusé d'assécher le trafic, serait amené à jouer un rôle dans les efforts pour attirer les opérateurs en se portant garant d'un certain niveau de trafic. Il pourrait également s'ouvrir à la sphère économique « en intégrant, par exemple, une plaque d'expérimentation pour des entreprises de type « jeunes pousses » » (Conseil régional de Basse-Normandie, 2001a, p.6).

D'autre part, la SHEMA, SEM d'Hérouville-Saint-Clair disposant d'une expertise et d'une compétence fortes dans le domaine de l'aménagement numérique des zones d'activités avec CITIS, est devenue, depuis janvier 2002, SEM des Départements et de la Région. Elle est chargée d'aider les collectivités dans leurs projets (études, élaboration du cahier des charges...), de veiller à la qualité de la numérisation des zones d'activités de la région (immeubles intelligents, apport de valeur ajoutée), d'assurer leur accessibilité financière en assurant la mutualisation des équipements et des services. La SHEMA se situe en fait à l'aval des projets d'infrastructures des collectivités locales bas-normandes, « en se chargeant d'opérer la jonction entre les infrastructures et les services : en qualité d'aménageur et de gestionnaire du développement des Zones d'Activités, elle sera cliente des opérateurs et apportera de la valeur ajoutée » (Entretien avec M. QUIRIN ; cf. également Annexe 7 ). Ce dispositif a pour but de donner aux zones d'activités les moyens d'attirer les opérateurs et de favoriser un développement régional multipolaire, non uniquement centré sur l'agglomération caennaise (Conseil régional, 2001b). Selon la Région, ces zones d'activité devront être sélectionnées de manière à éviter un éparpillement des moyens et à favoriser l'émergence de zones d'excellence.

Cette dernière initiative revient à un certain nombre d'acteurs, en premier lieu les Conseils généraux, mais le Conseil régional apporte aussi sa contribution en terme de financement et surtout d'accompagnement, car il se veut force de proposition et d'animation.



Une expérience locale réussie sert donc de base à une tentative de structuration numérique de l'espace économique régional, venant utilement compléter, à l'échelle des zones d'activités, les efforts des départements et des grandes agglomérations pour articuler leur territoire aux grands réseaux de télécommunications.

### *1.2.3.2 Le réveil décalé des collectivités haut-normandes*

L'implication des collectivités territoriales haut-normandes dans l'articulation de leur territoire aux grands réseaux de télécommunications est beaucoup plus récente et, de ce fait, son niveau d'avancement est moindre qu'en Basse-Normandie, même si on peut penser que les choses vont maintenant évoluer très vite : partir plus tard permet aussi de profiter de l'expérience des autres, et d'éviter ainsi leurs erreurs, notamment dans ce domaine des NTIC, encore mal maîtrisé par les collectivités locales et juridiquement glissant.

Des projets sont en cours d'émergence, à l'échelle de rares agglomérations ou des départements. Il est intéressant de noter qu'ils sont plutôt le fait de collectivités territoriales périphériques, moins bien situées par rapport aux grands réseaux de télécommunications.

Ainsi, à l'échelle des agglomérations, le projet ALICE de la Communauté d'agglomération Elbeuf-Boucle de Seine est nettement plus avancé que celui de la Communauté d'Agglomération Rouennaise (CAR) ou celui de la Communauté d'Agglomération Havraise (CODAH). En fait, il est le seul qui porte sur l'ensemble de l'agglomération, alors que les autres projets portés par des agglomérations, inégalement avancés, portent plus particulièrement sur la mise en place de réseaux haut débit dans des zones d'activités : par ordre croissant du point de vue de l'état d'avancement, c'est le cas au Havre dans le cadre du projet de technopole des Docks Vauban, et enfin de celui de la communauté d'agglomération Seine-Eure (Louviers-Val de Reuil), élaboré sous la pression des entreprises à partir de 2000 et en cours de réalisation. Une telle approche signale de la part des agglomérations haut-normandes une réelle confiance par rapport à la présence des opérateurs et à leur capacité à offrir du haut débit dans des conditions raisonnables à l'ensemble de l'espace urbanisé.

A l'échelle des Conseils généraux, c'est au Conseil général de l'Eure que revient l'initiative d'une part d'avoir entamé la réflexion à un niveau qui dépasse l'agglomération, d'autre part d'avoir posé la question d'une stratégie régionale en la matière. Sa démarche est en fait très récente, puisqu'elle n'émerge qu'à la fin de l'année 2001, sous l'impulsion des services

et de la communauté d'agglomération Seine-Eure. Depuis, les choses ont évolué très vite : le projet, en phase de réalisation d'études (état de la demande, présence des opérateurs, dessin de l'infrastructure...) et de consultation des acteurs institutionnels intéressés (réunion du Comité de pilotage en juillet 2002), devrait aboutir au plus tard en mai 2003 au lancement de l'appel d'offres, dont le contenu exact est à définir. En effet, l'Eure observe les actions conduites par les conseils généraux du Calvados et de la Manche, la première ayant sa préférence, et compte privilégier l'une des deux options en fonction des réactions des opérateurs à son projet : l'avance des collectivités territoriales bas-normandes en fait des objets de curiosité intéressée pour les collectivités haut-normandes, moins novatrices. En complément de cette initiative et parallèlement au lancement prévu d'un appel à projets permanent visant à favoriser l'implantation d'entreprises spécialisées dans les NTIC, le Conseil général de l'Eure met également en œuvre, en partenariat avec la CCI, un travail sur l'équipement numérique des zones d'activités et de l'immobilier d'entreprises.

Le Conseil général de Seine-Maritime est nettement en retrait, même s'il a, au cours de l'année 2001, initié une réflexion sur ce thème, au sein d'un groupe de travail animé par un conseiller général qui est en même temps dirigeant d'une SSII, M. Bertrand Bellanger. Il est symptomatique que, sur les six membres que compte ce groupe de travail, trois sont des élus du Pays de Bray, situé au nord du département, totalement à l'écart des grands réseaux de télécommunications haut débit qui longent la vallée de la Seine. A ce stade, la démarche de ce groupe de travail est réduite à un travail pédagogique de sensibilisation progressive des élus du Conseil général quant aux enjeux des NTIC en matière d'aménagement du territoire et de développement économique, notamment dans les zones rurales. Ce groupe de travail, qui vise à terme l'implication du CG76 dans la mise en place d'infrastructures, suit lui aussi de près la démarche du Calvados, tout en considérant que le réseau de villes du nord de la Seine-Maritime se prête moins à ce genre de démarche car les villes sont plus petites et que seule Dieppe pourrait être un point d'appui valable, à la seule réserve qu'il s'agit d'une ville côtière, ce qui réduit l'impact spatial de l'opération.

Le CG27 et le groupe de travail du CG76 ont pour point commun important qu'ils appellent de leurs vœux l'inscription de leur démarche, en cours ou à venir, dans un schéma régional d'ensemble, dans le cadre duquel le réseau régional SYRHANO pourrait être amené à élargir sa mission. Jusqu'au deuxième trimestre 2002, la Région s'est uniquement appuyée sur ce réseau de la recherche - y compris privée il est vrai - pour justifier d'une politique en matière de haut débit, sans chercher réellement à élargir sa tâche. Sans réelle concertation

avec le Conseil régional pour le moment, le CRIHAN s'appuie sur l'accroissement de l'offre alternative grâce à la mise en place de la BLR, notamment par Altitude, opérateur privé haut-normand, pour permettre à SYRHANO de toucher davantage de sites, et mène en parallèle une politique d'alôttissement pour garantir un certain niveau de trafic dans les zones où il est présent et participer ainsi aux efforts faits pour attirer les opérateurs. Pour le moment, le Conseil régional, qui vient juste (juin 2002) de nommer quelqu'un pour l'aider à définir les termes d'une stratégie régionale en matière de NTIC, n'a pas encore les moyens de participer vraiment à la réflexion.

A n'en pas douter, le contenu des dynamiques territoriales des deux Normandie est très dissemblable, notamment du fait de l'avance prise par la Basse-Normandie, dont la dynamique est plus riche et accorde davantage de place aux différents types d'apprentissage, tant institutionnel qu'organisationnel et débouche sur des projets transactionnels plus nombreux. De ce même fait, leur degré d'articulation avec des dispositifs supranationaux est également très différent.

### 1.3 Des dynamiques régionales inégalement articulées avec les acteurs supra régionaux de la diffusion des NTIC

L'analyse du contenu des dynamiques régionales nous a forcément amené à évoquer les coordinations existant à l'intérieur des régions et les points d'articulation de ces mêmes dynamiques avec des dispositifs suprarégionaux. Nous allons ici simplement approfondir cette question en essayant d'en mesurer l'ampleur.

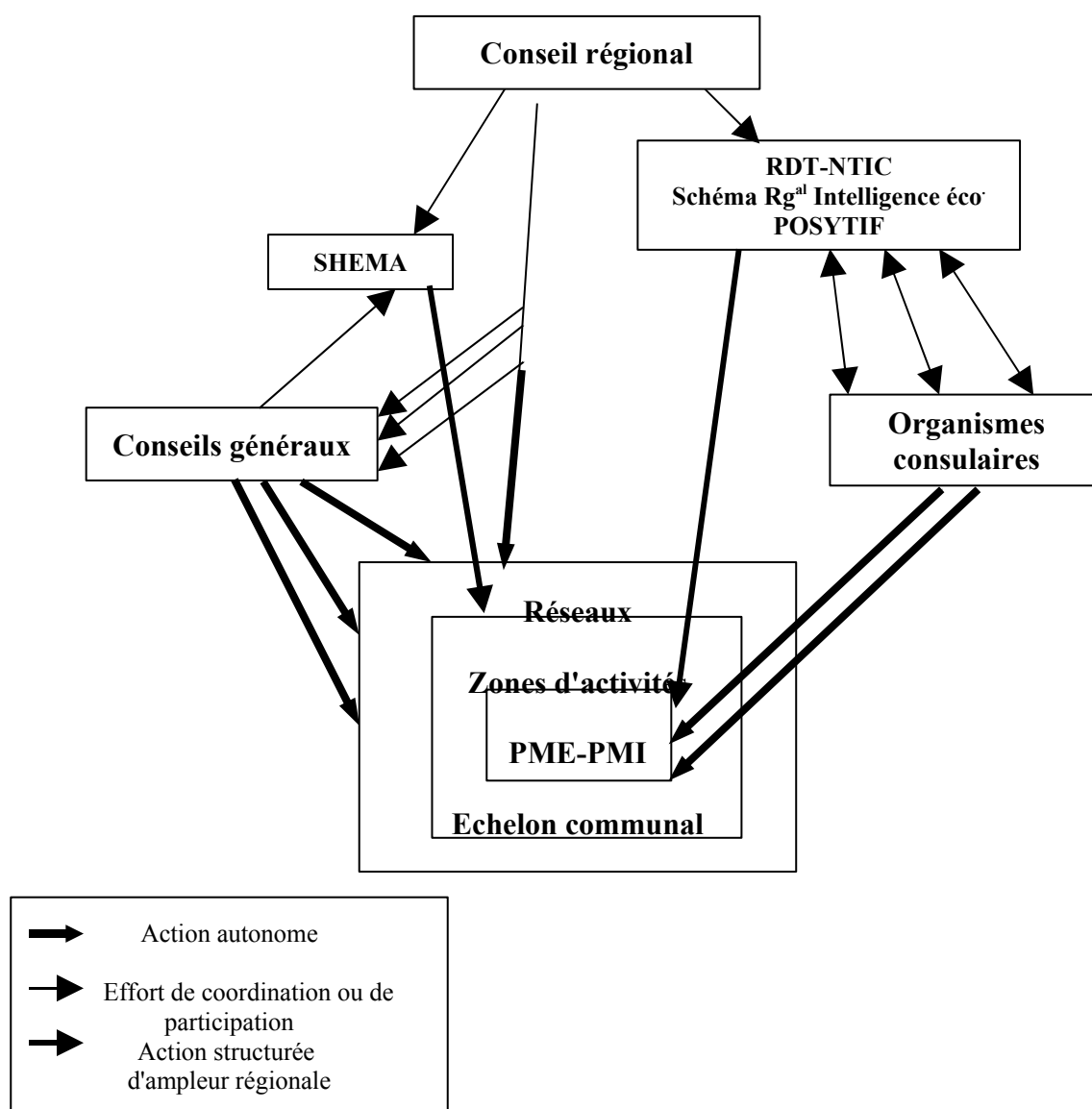
#### *1.3.1 En Basse-Normandie, des efforts de coordination interne et une volonté d'articulation avec des acteurs extérieurs*

Il ne s'agit pas ici de dresser un portrait idyllique de la région Basse-Normandie, qui est loin de présenter un profil parfait. Des oppositions fortes entre acteurs y sont perceptibles, qui freinent forcément toute dynamique régionale, en quelque domaine que ce soit. Des articulations avec des acteurs extrarégionaux existent, mais elles sont en voie d'approfondissement et sûrement perfectibles.

On peut considérer que la dynamique régionale en matière de NTIC repose sur **une assez bonne coordination des acteurs à l'interne**. Certes, certains, notamment le Conseil général du Calvados, sont assez réticents devant la perspective de coordonner leur propre politique avec celle d'autres acteurs locaux et développent d'ailleurs la même réticence face à la perspective d'une articulation avec les dispositifs mis en place à l'échelon national (participation de la Caisse des dépôts et Consignations aux projets de réseaux). Il n'en reste pas moins que ce même CG14 participe à des efforts de coordination comme par exemple la SHEMA, dont il détient 25% du capital, ce qui fait de lui le principal investisseur de cette SEM interdépartementale et régionale.

Rappelons, pour argumenter dans le sens d'une coordination interne de bonne qualité, que des expériences faites à l'échelon infrarégional ont été élargies à l'échelon régional : c'est le cas pour la politique du CG50, qui a eu une grande importance dans la mise en place d'un dispositif régional de sensibilisation des PME-PMI aux NTIC ; c'est le cas également pour la SHEMA. Cette dernière SEM est par ailleurs tout à fait représentative de l'existence de réels efforts pour coordonner et donner une cohérence d'ensemble aux politiques menées par les collectivités locales bas-normandes, à leurs différentes échelles, puisqu'elles sont alliées dans son capital. Enfin, le RDT-NTIC, qui repose sur la présence de conseillers dans les CCI et les Chambres des Métiers est lui aussi tout à fait représentatif à la fois des efforts qui sont faits en faveur d'une coordination interne des acteurs et en même temps du fait que ces efforts sont effectivement suivis d'effets. La figure suivante tente d'en rendre compte de manière schématique.

**Figure n°32 : Les coordinations internes dans la dynamique régionale de diffusion des NTIC en Basse-Normandie**



©A. Frémont-Vanacore

Au total, les coordinations internes sont à la fois horizontales entre acteurs de même échelle (Conseils généraux avec la SHEMA), verticales entre acteurs d'échelles différentes (RDT-NTIC, SHEMA), et à ce moment-là elle peut être à deux sens, ascendante et descendante, notamment pour le RDT-NTIC, initiative régionale en direction des organismes consulaires, qui ont bien voulu y répondre. En définitive, elles convergent toutes en faveur de la PME-PMI, auxquelles elles cherchent à offrir les conditions *locales* de développement idéales, dans le cadre d'une économie de l'information reposant sur l'utilisation des NTIC. Cette figure montre également que ces coordinations ne sont pas totales : d'une part, les actions en matière de réseaux, si elles ont l'avantage d'exister et d'être déjà bien avancées, sont autonomes les unes des autres et ne sont pas fédérées dans un quelconque réseau régional, la

Région se heurtant par ailleurs à la difficulté de se positionner par rapport à trois départements dont les situations très différentes justifient des approches différentes. De plus, le RDT-NTIC est un réseau qui reste plutôt centralisé et spécialisé, et qui ne peut être considéré comme réellement fédérateur des organismes consulaires, même s'il a permis une mise en cohérence et une structuration de leur action en matière de sensibilisation des PME-PMI aux NTIC.

Dans cette région, l'ensemble du dispositif mis en place repose sur une articulation forte, en cours d'approfondissement, avec des acteurs de la diffusion extérieurs à la région, qu'il s'agisse des opérateurs privés, de l'Etat ou de l'Union européenne.

Outre le fait que l'implication des collectivités territoriales dans des réseaux destinés à garantir une attractivité du territoire pour les opérateurs est forte, les **opérateurs privés** rencontrés, c'est-à-dire les deux opérateurs de BLR : Altitude et Belgacom, récemment racheté par LDCOM, ressentent une très nette différence, favorable à la Basse-Normandie, dans le comportement des collectivités à leur égard, même si par ailleurs il leur paraît évident que le marché est moins porteur qu'en Haute-Normandie. Elles leur paraissent beaucoup plus dynamiques et entreprenantes, prêtes à les aider à s'implanter, ce qu'un opérateur comme Altitude recherche à l'évidence et sans s'en cacher le moins du monde. Ces initiatives locales, notamment celle du Calvados et d'Alençon qui laissent une large place à la BLR, un peu moins celle de la Manche, sont accueillies positivement, et mènent les opérateurs à candidater sur ces projets pour s'implanter et offrir des services dans des zones qu'ils n'auraient jamais desservies autrement. Ils reconnaissent très ouvertement que l'intervention des politiques est indispensable pour qu'ils s'implantent dans certaines zones insuffisamment rentables, mais doutent parfois qu'elles soient capables d'offrir un réel accès à la concurrence dans certaines zones comme Condé-sur-Noireau qui pourront difficilement attirer plus d'un opérateur étant donné la taille restreinte du marché, quoi que fassent les collectivités.

**L'articulation de la dynamique territoriale bas-normande avec le dispositif national** de diffusion technologique, est à l'évidence de bonne qualité puisqu'elle prend de nombreux aspects, dont nous avons détaillé le contenu précédemment : il s'agit du CTN et du RDT-NTIC, du Schéma régional d'Intelligence économique et de l'antenne régionale de l'ADIT, du programme POSYTIF.

Certaines sont très directement en liaison avec la politique spécifique de diffusion des NTIC (appels à projet ; décisions des Comités Interministériels de 2000 et 2001). Dans la Manche, le projet Internet Cherbourg Industrie qui réunit la Communauté Urbaine de Cherbourg (CUC), le Syndicat Mixte des Après-Chantiers du Cotentin (SMACC) et à titre

consultatif le CRITT-BNC, la CCI Cherbourg-Cotentin, répond avec succès au deuxième appel à projet UCIP (Utilisation Collective d'Internet par les PME-2000) du Ministère de l'Industrie et sera suivi jusqu'à la fin 2001. Il est cité dans le rapport YOLIN (1999, p.192). C'est le cas également du projet d'école de l'Internet et des initiatives départementales qui prévoient, dans le cadre de délégations de service public, de faire appel aux possibilités de financement de la Caisse des Dépôts et Consignations (Manche, Grand Caen, Alençon), laquelle les intéresse non pas sous l'angle des prêts bonifiés, mais sous celui de sa capacité à investir en qualité de co-financeur de second rang, après le privé

Toutes ces actions reposent sur des initiatives conjointes de l'Etat et de la Région et nombreuses sont celles qui sont à ce titre inscrites au CPER 2000-2006. Des initiatives, locales comme les projets d'infrastructures de la Communauté Urbaine de Caen devraient prochainement y être inscrites au titre du volet territorial.

Ainsi, la diffusion des NTIC fait partie du premier objectif assigné au CPER (Favoriser le développement économique), à propos duquel il est spécifié qu'il est plus particulièrement destiné aux « entreprises de taille petite et moyenne » (p.10) . Dans ce cadre, elle fait partie des orientations prioritaires bénéficiant d'un financement spécifique (Ligne 1.7 : Intégrer les nouveaux outils de la communication), qui se décline en deux actions : « développer l'intelligence économique » (1.7.1 ; enveloppe de 28 MF, 50% Etat, 50%Région) et « développer les TIC et favoriser leur diffusion » (1.7.2), ce dernier volet étant territorialisable et beaucoup plus vaste que notre sujet puisqu'il comprend VIKMAN, d'autres actions dans le domaine de la santé, de la culture et le pôle ITIC (Imagerie et TIC), dont nous aurons l'occasion de parler ultérieurement. S'y intègrent des actions qui nous intéressent plus particulièrement comme le RDT-NTIC, l'adaptation du système éducatif ou le programme POSYTIF. Au total, les actions NTIC du CPER portent sur un montant global de 285 MF (plus de 43 M€), soit 3,15% du budget du CPER.

Logiquement, cette articulation est également sensible dans les orientations de la DRIRE de Basse-Normandie : pour 2001 comme pour 2002, la diffusion technologique, le soutien aux actions en faveur de l'intelligence économique sont les premiers objectifs de la division Développement industriel, qui a également soutenu les opérations de la CRCI en faveur du commerce électronique, notamment L'Echangeur et l'opération CCRIE (Site [www.basse-normandie.drivre.gouv.fr](http://www.basse-normandie.drivre.gouv.fr) et Plaquette de la DRIRE de Basse-Normandie, *Objectifs 2002. Rapport d'activité 2001*). Dans ce contexte, prenant acte du faible intérêt des entreprises régionales à l'égard du FRAC Internet et du programme ATOUT, au titre des objectifs 2002,

cette division prévoit une diffusion renforcée du programme ATOUT, à travers « une promotion soutenue auprès des partenaires institutionnels » et la « sensibilisation et l'accompagnement des entreprises régionales ».

Si l'articulation entre l'Etat et la Région est si forte dans ce domaine, c'est parce que cette diffusion des NTIC fait très clairement partie des priorités du Conseil régional, comme le confirme le *Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire. Orientations stratégiques 2000/2006* (III.2.5, p.241 sq.) :

« Le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), de par sa transversalité, a déjà fait l'objet de développements spécifiques dans chacune des parties constitutives de ces Orientations Stratégiques. Néanmoins, cette politique devant être impérativement coordonnée, le Conseil régional de Basse-Normandie se montre très impliqué par ce mouvement. (...). C'est pourquoi, au titre du prochain plan, la Région doit s'engager dans une démarche d'accompagnement du développement des NTIC ».

Autrement dit, loin de se satisfaire d'actions ponctuelles qui peuvent s'apparenter à un simple saupoudrage, le Conseil régional, dans sa démarche d'articulation avec l'Etat, prend en compte le caractère transversal et stratégique des NTIC et fait de leur diffusion une priorité, ce qui permet de définir une réelle stratégie, structurée par un certain nombre d'actions qui convergent toutes vers le même but. L'Etat est ainsi partie prenante du dispositif des coordinations internes décrit plus haut (Figure n°32), contribuant ainsi à son renforcement, car en fait, des nombreux éléments du schéma, en tout cas ceux qui participent directement à la diffusion (CTN, RDT-NTIC, POSYTIF, Schéma régional d'I.E.) sont directement issus d'une articulation entre l'Etat et la Région.

Notons enfin que, depuis 2000, mais d'une manière plus informelle, la **collaboration entre l'Etat, la Région et les autres collectivités bas-normandes** ne cesse de s'approfondir sur cette thématique grâce à la création, à l'initiative d'Yvon Noël, Responsable VIKMAN et TIC au Conseil régional d'un groupe de réflexion et de travail réunissant régulièrement tous les acteurs territoriaux intéressés, le GETIC (Groupe d'Etude sur les TIC). Ce groupe, constitué de représentants de la Région, de l'Etat (Chargé de mission NTIC au SGAR), de la CDC, des agglomérations et des Conseils généraux, est très motivé. Il a déjà à son actif le lancement d'un appel à initiatives sur les Espaces Publics Numériques, qui s'inscrit dans le PAGSI pour faciliter la diffusion des NTIC en direction du grand public, mais, originalité bas-normande, est ouvert aux initiatives locales en faveur des salariés, des télé-travailleurs et des apprenants en télé-formation. Il joue également un rôle important dans l'effort de définition de l'opération de numérisation des zones d'activités confiée à la SHEMA, de



manière à assurer sa cohérence à l'échelle régionale, ainsi que sa durabilité, en s'assurant de la bonne entente des acteurs au préalable. A travers ce groupe, situé à l'articulation des différentes échelles des acteurs du développement territorial (Etat, Région, collectivités locales infrarégionales), la Région joue un rôle important d'animation et de coordination des réflexions faites à ces différentes échelles.

Enfin, **l'articulation de la dynamique régionale avec le dispositif européen de diffusion des NTIC** est sensible, bien sûr, à des participations financières de l'Union européenne à des actions comme le réseau BUS du Conseil général de la Manche, financé à hauteur de 60 000 € (*Manche Informations*, Revue du Conseil général, n°38, juin 2002, p26-27). Il nous a été impossible de déceler la participation d'entreprises bas-normandes à des programmes européens. Il semble qu'elle soit de toute façon très faible, notamment du fait de la complexité des procédures et de la durée nécessaire à l'élaboration des dossiers.

A une échelle plus vaste, cette articulation apparaît de manière extrêmement nette dans le *DOCUP Objectif 2 2000-2006* (Commission des Communautés Européennes, 2000a, p.95-96) : « Le programme Objectif 2 bas-normand prend en compte les priorités communautaires notamment sur le thème des TIC », du fait que, au titre des efforts consentis pour « favoriser l'accueil et l'ancrage des activités économiques » (Mesure 21) figurent de nombreuses actions consacrées aux TIC.

Enfin, cette articulation devrait suivre une évolution favorable et s'approfondir encore. C'est dans ce sens qu'on peut interpréter la soumission au titre des Actions Innovatrices du FEDER 2000-2006, en juin 2002, du Programme Régional d'Actions Innovatrices de la Région Basse-Normandie, intitulé *ATTRACTIV Basse-Normandie* (Aménagement du Territoire, Réseaux d'Acteurs et Compétitivité par les Technologies de l'Information et la Valorisation). Ce programme intègre l'ensemble des efforts de « mise en réseau des acteurs locaux pour favoriser la création d'activités technologiques », dont fait partie le RDT-Basse-Normandie (Action 7.1), les EPN (Action 7.2) et la numérisation des zones d'activités (Action 7.4) (Annexe n°8).

L'Union européenne peut donc, elle aussi, être intégrée au dispositif des coordinations internes illustré par la figure n°32.

La dynamique régionale bas-normande repose donc sur une bonne articulation entre les différents acteurs du développement économique territorial. Cette articulation existe à l'intérieur de la région, entre les différentes collectivités territoriales, mais elle est également profonde avec des acteurs suprarégionaux, qu'ils soient privés ou publics. Ces derniers, Etat et

Union européenne sont également associés, et de façon grandissante, aux efforts de coordination interne, comme le montrent le GETIC et le programme ATTRACTIV. Il est important de noter que cette articulation avec des acteurs extérieurs à la région s'effectue essentiellement sur les projets qui reposent, en interne, sur une forte coordination des acteurs locaux (RDT, SHEMA, projet des EPN).

A ce stade, même si l'ensemble reste imparfait, l'expression « dynamique régionale » prend tout son sens.

### *1.3.2 Difficultés haut-normandes*

Tant en terme de coordination interne que d'articulation avec les acteurs suprarégionaux de la diffusion des NTIC, la situation haut-normande est loin de présenter un paysage du type bas-normand. Les coordinations internes existent, mais elles restent peu nombreuses et assez ponctuelles, même si une prise de conscience de leur nécessité émerge progressivement. Les articulations externes sont plutôt faibles dans le domaine de la diffusion des NTIC en direction des PME.

La très grande majorité de mes interlocuteurs haut-normands ont insisté sur le fait que, à l'interne, les coordinations entre les différents acteurs du développement économique haut-normands sont faibles : « chacun fait son truc dans son coin ». Mais, les coopérations ne sont pas totalement absentes en Haute-Normandie, même si les cloisonnements sont importants et caractérisent néanmoins tous les efforts de coordination existants

Les initiatives à l'échelle régionale, comme c'est le cas pour la stratégie de la CRCI portant sur le commerce électronique, fonctionnent grâce à une coordination existant entre organismes consulaires, ainsi qu'à une bonne articulation avec l'Etat. Dans ce projet, les collectivités territoriales ont joué un rôle plutôt paralysant, du fait de conflits récurrents portant sur la localisation de l'Echangeur, conflits qui ont retardé son démarrage.

Les initiatives sont nombreuses en matière de diffusion des NTIC, mais elles sont le plus souvent géographiquement localisées, propres à une ville ou à une agglomération ou à un département. Elles peuvent alors reposer sur la coordination d'acteurs purement locaux, comme c'est le cas pour les projets de boucle locale d'agglomération ou de zones d'activités (CAR, Elbeuf-Boucle de Seine, Seine-Eure, Le Havre 2005) ou encore pour l'informatique portuaire - qui revêt en Haute-Normandie un caractère de dynamique de filière strictement localisée -, ce qui n'exclut pas pour autant clivages et oppositions, comme le révèle le

problème de l'Echangeur, entre Rouen et Le Havre puis au sein de l'agglomération rouennaise. Autrement dit, des efforts de coordination peuvent exister localement, mais ils ne prennent pas une dimension régionale car les oppositions entre agglomérations - on pense bien sûr au vieux conflit opposant Le Havre et Rouen -, auxquelles s'ajoutent les différences de couleur politique et les conflits de personnes, sont trop nombreux et profonds et prennent le dessus sur toute autre considération.

Néanmoins, ce paysage, guère séduisant, est en cours d'évolution, sous l'effet notamment du mécontentement de collectivités comme le Conseil général de l'Eure, qui réclament une stratégie régionale en matière de NTIC, sous l'effet aussi de la prise de conscience, progressive mais qui se généralise, de la nécessité d'impulser une dynamique régionale, dont l'Echangeur serait le premier élément.

Les articulations avec **les opérateurs** de télécommunications ne sont pas non plus de la meilleure qualité. Dans les grandes agglomérations, la coopération pour la pose d'antennes BLR a été bonne, à part un cas signalé par Belgacom, où un point haut aurait pu être concédé à la condition que l'opérateur s'implante dans une ville de second rang, ce que l'opérateur a refusé. Néanmoins, en ce qui concerne précisément les villes de second rang et les conseils généraux, un opérateur comme Altitude affirme que les relations sont trop souvent inexistantes, malgré les approches faites par l'opérateur, qui veut bien négocier son implantation, à condition que les collectivités fassent des efforts dans ce sens.

**Les articulations avec l'Etat et l'Union européenne** sont de meilleure qualité, même si elles sont de fait limitées par l'absence de coordination interne et par l'absence de lisibilité de la politique régionale, elle-même conséquence de la faible dimension stratégique accordée à la diffusion des NTIC.

En effet, les NTIC sont bien sûr présentes dans le CPER, comme dans le DOCUP (Commission des Communautés Européennes, 2000b). Elles font partie intégrante de très nombreuses actions inscrites au CPER et dans le DOCUP. La collaboration entre l'Etat et les acteurs régionaux peut être de bonne qualité. En témoigne par exemple le rôle actif de la DRIRE dans la concrétisation du projet d'Echangeur et dans son adaptation aux spécificités régionales à travers le choix du thème de formation spécifique sur les relations interindustrielles. De même, l'Etat, à travers la DATAR et la DRIRE, la Région et l'agence de développement de la Seine Maritime, Seine Maritime Expansion, ont, au terme d'une synergie positive et dans le cadre d'un projet ADAPT, aidé activement à la mise en place du SPL de la vallée de la Bresle, qui transparaît notamment à travers un site commun à 36 entreprises, dont

34 PME. Enfin, les représentants de l'Etat en région, comme la CDC, accueillent positivement l'émergence en cours de projets d'infrastructures haut débit, tout en adoptant une position d'attente pour laisser à ces projets le temps de se préciser.

Toutefois, contrairement à la Basse-Normandie, la diffusion des NTIC n'est à aucun moment signalée comme étant une orientation stratégique de la région, devant faire l'objet, en tant que telle et au-delà des actions diverses qui y concourent du fait même de leur transversalité, d'un financement prioritaire. Certains de mes interlocuteurs ont d'ailleurs employé le terme de « saupoudrage » pour qualifier la politique régionale dans ce domaine et regrettent son manque de lisibilité. Il est vraisemblable que cette dispersion en de multiples actions s'inscrit dans la logique des filières, qui est celle à partir de laquelle la Région Haute-Normandie, à travers son agence de développement, la Mission de Développement Régional (MDR, anciennement Agence Régionale de Développement -ARD) mais aussi d'autres acteurs comme le RDT-Haute-Normandie, abordent le tissu économique régional. Une telle approche se justifie sans doute, mais elle peut trouver néanmoins ses limites dès lors qu'il s'agit de diffuser des innovations transversales comme les NTIC et ce, circonstance aggravante, dans des PME, souvent isolées. Le processus de diffusion observé dans la filière transport démontre qu'une telle approche peut être très efficace, mais qu'elle comporte des limites, surtout si elle ne fait l'objet d'aucun portage de dimension régionale.

En fait, on peut avancer l'hypothèse que, du fait même du caractère transversal des NTIC, il est nécessaire d'en faire un axe stratégique de la politique régionale de développement économique, de manière à mobiliser le maximum d'acteurs autour de ce thème, à mutualiser les moyens en créant des synergies et à organiser ainsi une réelle lisibilité de cette action. Ce thème est ainsi amené à occuper une place de choix dans la communication des différents acteurs, ce qui n'est pas le cas en Haute-Normandie : par exemple, alors que ce thème occupe une place première dans l'affichage de la DRIRE de Basse-Normandie, ce n'est pas le cas pour la DRIRE de Haute-Normandie, qui pourtant mène tout autant des actions individuelles et collectives dans ce domaine, mais sans pouvoir s'appuyer sur un socle régional fort et sur d'autres acteurs travaillant sur ce champ, du type du CTN, du RDT-NTIC ou de l'antenne bas-normande de l'ADIT.

Notons par ailleurs que le DOCUP se fait l'écho de ce manque de lisibilité de la politique régionale en matière de transfert technologique, lequel avait déjà été reproché à la Haute-Normandie dans le cadre d'une évaluation (datant de 1997) du programme de développement technologique défini dans le cadre de l'Objectif 2 : malgré un bilan

globalement positif, des « lacunes en matière de communication et de transfert technologique », un « manque de lisibilité de l'offre technologique régionale » était apparu, perceptible au fait que « 40% des entreprises interrogées ont déclaré n'avoir eu recours à aucun organisme régional » (p.50).

Aujourd'hui encore, même si des efforts ont été faits, ils semblent encore insuffisants, notamment dans le cas précis de la diffusion des NTIC auprès des PME, comme le montre par exemple le fait que le FRAC Internet n'a été mobilisé que pour un seul dossier. Le Schéma Régional de Services Collectifs de l'Information et de la Communication, élaboré en juillet 2000 à la demande de la DATAR, s'en fait d'ailleurs très nettement l'écho, au terme d'une réflexion qui a réuni autour du thème des NTIC de nombreux acteurs de la région. Le groupe de travail, auquel le Conseil régional a peu participé, a volontairement élargi sa réflexion sur les NTIC au delà des domaines non marchands (formation, culture, santé, administration), dans lesquelles les collectivités territoriales haut-normandes se sont révélées actives, à celui du développement économique « dans un esprit d'aménagement du territoire » (Préfecture de région Haute-Normandie – SGAR, 2000). Dans ce domaine, l'une de ses revendications récurrentes porte sur « le besoin d'une animation régionale pour recenser les idées, les mettre en forme et les rediffuser » et il souhaite que la région devienne « volontariste dans ce domaine », en appuyant son action sur les « centres capables d'apporter à son tissu économique une technicité d'accompagnement NTIC à très bon niveau » et dont elle dispose déjà.

Nombre de mes interlocuteurs sont conscients de ces lacunes, et il semble qu'elles sont amenées à se combler assez rapidement, sous leurs pressions conjuguées. Il ne faut donc pas être pessimiste, d'autant que, le temps ayant fait son œuvre et le tissu des PME haut-normandes présentant des qualités incontestables, le retard, s'il est constaté dans les entreprises, devrait pouvoir être comblé rapidement, car le niveau de maturité des entreprises a déjà beaucoup évolué, et il est toujours possible de bénéficier des leçons des expériences faites ailleurs...

Il existe donc des paysages normands en matière de dynamiques régionales de diffusion des NTIC vers les PME-PMI. Comment expliquer de telles différences ?

## **2. Fondements économiques, politiques et culturels d'une dynamique normande à deux vitesses : des conventions territoriales de qualité inégale**

L'exploration successive des profils et évolutions économiques et des cultures politiques de nos deux régions devrait nous donner des éléments d'explication des divergences constatées aussi bien dans l'émergence que dans le contenu de leurs dynamiques régionales en matière de diffusion des NTIC vers les PME-PMI. On peut considérer que ces éléments constituent le contexte, l'environnement dans lequel ont émergé et se sont progressivement définies les dynamiques décrites précédemment. Mais une analyse des interactions existant entre ces différents éléments montrent qu'ils peuvent être considérés comme le milieu, plus ou moins favorable, qui a imprimé ses caractéristiques propres à ces dynamiques. Celles-ci ne sont que le reflet de leur milieu d'origine, dans le domaine très particulier des NTIC. Elles s'inscrivent en fait dans des conventions territoriales de qualité différentes, fondées sur des capacités de modernisation contrastées et sur des volontés de coopération entre les acteurs des deux régions très inégales, qui ne sont que le reflet d'identités régionales inégalement assurées.

## 2.1 Des capacités de modernisation du tissu économique très différentes

Les économies de nos deux régions sont très différentes.

L'une, la Haute-Normandie, région industrielle puissante et ancienne, est très marquée par l'industrie lourde et mène depuis une trentaine d'années de difficiles efforts de reconversion, ralentis par un niveau de qualification faible, tant la poursuite des études reste éloignée des habitudes d'une population opiniâtrement accrochée à la pourtant lointaine assurance de trouver un emploi sur le port, dans la raffinerie ou dans l'usine du coin. Elle est riche de ses grandes entreprises et de centres de recherche privés et publics de renom, notamment dans l'aérospatiale. Ses filières d'excellence sont l'automobile, la chimie, la pharmacie et la logistique.

L'autre, la Basse-Normandie, est plus modeste : l'industrialisation, liée notamment à des décentralisations d'industries électroniques accompagnées par des laboratoires de recherche publics, y est plus récente, beaucoup plus discrète aussi, car les cheminées, moins nombreuses et de dimensions plus humaines, sont cachées par les pommiers et les vaches, dans une région qui a conservé non seulement une forte ruralité, mais aussi un important secteur agricole. La population est aussi peu qualifiée, les écoles d'ingénieurs sont rares, mais l'Université et ses dépendances sont attractives.

Il apparaît comme une évidence que les profils économiques de nos deux régions sont très dissemblables. L'étude menée dans la deuxième partie (Chapitre III) a permis de l'illustrer, tout en montrant en même temps que, au delà du fait que la Haute-Normandie apparaît mieux positionnée dans l'économie de l'information du fait notamment du poids des grandes entreprises et de sa forte ouverture sur l'extérieur, les deux régions partagent des handicaps importants, notamment en terme de formation et du fait d'un déséquilibre sectoriel au profit de l'industrie et au détriment des services. Par ailleurs, la Basse-Normandie, globalement moins bien placée, dispose d'atouts qui lui sont propres et que l'on ne retrouve pas en Haute-Normandie. Une étude précise et ciblée des deux régions est ici nécessaire, pour mieux comprendre le rôle des profils économiques dans l'émergence et la définition de ces dynamiques régionales si différentes, à travers leurs réalités, leurs évolutions en cours, et par là même leurs capacités de modernisation et d'adaptation.

### *2.1.1 Des tissus de PME très différents et de densité inégale*

Les tissus de PME des deux Normandie sont très différents, du fait d'un poids relatif dans l'économie régionale, d'une densité et de caractéristiques propres très différents.

En Basse-Normandie, les PME sont nombreuses et constituent l'essentiel d'un tissu économique par ailleurs assez peu dense et plutôt traditionnel, de plus en plus dépendant de centres de décision extérieurs à la région mais qui reste dynamique grâce à un capitalisme plutôt familial. Il parvient à évoluer, même s'il est encore insuffisamment ouvert sur l'extérieur. En Haute-Normandie, elles sont également très nombreuses, mais s'inscrivent dans un contexte régional tout à fait différent : la densité d'entreprises peut être localement extrêmement forte, notamment dans la vallée de la Seine, car le tissu économique est structuré autour de très gros établissements qui sont à la fois dépendants de groupes extérieurs à la région et donneurs d'ordre de ces PME, dans le cadre de relations de sous-traitance.

Dans un tel contexte, on peut s'attendre à ce que la diffusion des NTIC s'effectue de manière différente dans ces deux tissus.

Dans le tissu économique bas-normand, elle repose davantage sur le dynamisme propre des entreprises, même si, la sous-traitance étant de plus en plus développée, les réseaux d'entreprises jouent certainement un rôle important de diffusion. Si les PME bas-normandes présentent une grande souplesse d'adaptation à la conjoncture, et donc un certain dynamisme, celui-ci reste inégal, concentré dans certaines zones d'emploi, qui connaissent une évolution

économique positive, dans l'industrie comme dans les services (Caen, Avranches-Granville, Lisieux). L'une des originalités de la Basse-Normandie consiste dans le fait que le dynamisme entrepreneurial n'est pas uniquement le fait de ses grandes villes, mais qu'au contraire, il peut parfois s'appuyer sur des entreprises familiales en zone rurale ou situées dans des petites villes secondaires, comme c'est le cas dans la zone d'emploi d'Avranches-Granville ou des Systèmes Productifs Localisés qui représentent au total plus de 60 entreprises et 3400 salariés, ce qui n'est pas négligeable à l'échelle de la région, et sont constitués essentiellement d'entreprises en milieu rural : il s'agit du SPL de la Vallée des Alliages autour de Villedieu-les-Poêles, du Pôle Mécanique Sud-Normandie, du SPL Quincaillerie du Tinchebray et du SPL Mouliste, très vaste et centré sur Alençon (POMMIER, 2002, p.24). Toutefois, certaines caractéristiques des entreprises bas-normandes jouent contre une diffusion autonome : elles ne semblent pas très portées vers la formation professionnelle continue, comme l'observe le CESR-BN (Conseil régional, 2000, p.57). De plus, les PME bas-normandes sont peu exportatrices et peu ouvertes sur l'international d'une manière générale.

Au contraire, le tissu haut-normand, beaucoup plus exportateur et ouvert sur l'international comme on pourrait s'y attendre d'une région littorale dotée de grands ports, se caractérise par un niveau de dépendance beaucoup plus fort, l'un des plus élevés des régions françaises puisque plus de la moitié des effectifs de l'industrie haut-normande est contrôlée par des groupes extérieurs à la région, étrangers très souvent ou parisiens, notamment via des établissements gros employeurs de main d'œuvre. Les PME sont ainsi souvent, d'une façon ou d'autre, en état de dépendance directe ou indirecte soit parce qu'elles appartiennent à des groupes, soit parce qu'elles ont pour donneur d'ordre, souvent unique, un des gros établissements de la région. Néanmoins, des distinctions peuvent très probablement exister entre les PME qui participent à ces réseaux d'entreprises et sont ainsi amenées, *nolens volens*, à s'approprier les NTIC, et celles qui, opérant dans des secteurs d'activité n'appartenant pas aux filières très présentes dans la région (chimie, automobile, pharmacie, transport-logistique), ou à des SPL (flaconnage verrier de la Vallée de la Bresle, Pharmacie au Vaudreuil) sont moins intégrées à ce type de réseau et pour lesquelles l'indépendance correspond à une certaine réalité. De plus, les écarts entre zones d'emploi sont ici très forts, opposant les zones d'emplois très urbanisées et industrialisées de la Vallée de la Seine aux zones d'emploi peu denses en entreprises, rurales, des plateaux de l'Eure et du nord de la Seine-Maritime. A l'indépendance peut parfaitement se superposer un isolement



géographique peu favorable à l'appropriation des NTIC, et il serait faux de croire que cette réalité n'est que bas-normande.

Les tissus économiques des deux régions sont donc très différents. Le tissu bas-normand est apparemment plus traditionnel, plus fragile et moins bien armé en vue de l'appropriation des NTIC que celui de la Haute-Normandie, mais développe des formes de coopération d'entreprises originales et sa ruralité n'empêche pas un certain dynamisme économique, certes souvent assez localisé autour de Caen, mais pas seulement. Le tissu haut-normand est plus ouvert, mais aussi plus dépendant, inséré dans des logiques qui dépassent de très loin le territoire. En ce sens, il ne favorise peut-être pas la prise de conscience, par les acteurs du développement territorial, de la nécessité d'œuvrer, aussi, en faveur d'un développement endogène, lequel peut d'ailleurs être pénalisé, notamment en matière de services, par la proximité de la région parisienne, qui joue moins pour la Basse-Normandie.

### *2.1.2 Des divergences dans l'évolution du secteur des services*

L'économie de l'information repose pour beaucoup sur les services, et à ce titre, il est intéressant d'étudier la place et l'évolution de ce secteur dans les deux Normandie. En effet, ces régions connaissent des évolutions très différentes en matière de services, aussi bien d'une manière générale que du point de vue des services aux entreprises.

D'un point de vue général, la place du tertiaire dans les deux économies normandes est plus faible que la moyenne nationale : en 2000, le tertiaire marchand représente 40.7% de la valeur ajoutée brute totale en Haute-Normandie, et 41.7% en Basse-Normandie, alors que la moyenne nationale s'élève à 51.7%. Le tertiaire non marchand occupe une place relative légèrement plus importante en Basse-Normandie qu'en Haute-Normandie, du fait d'un poids relatif de l'industrie plus faible (26.2%, contre 34.9% en Haute-Normandie).

Mais, au delà de ce constat, il est plus important de s'intéresser à l'évolution de ce tertiaire marchand dans les deux régions. Celle-ci s'avère également défavorable à la Haute-Normandie, où le poids du tertiaire marchand tend à diminuer en passant de 43.2% de la valeur ajoutée brute en 1999 à 40.2% en 2000, alors que la Basse-Normandie connaît une évolution inverse, même si elle reste modeste (1999 : 40.6% ; 2000 : 41.7%). Ces évolutions divergentes du secteur tertiaire sont une constante des économies normandes, comme le note TILLARD (2000, p.86 et 88) : « En Basse-Normandie, la valeur ajoutée tertiaire a augmenté de 2.6% par an depuis 1982, rythme supérieur à la moyenne nationale qui la classe au 5<sup>ème</sup>

rang des régions françaises après le Centre, le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et les Pays de la Loire. Au contraire, la Haute-Normandie, avec 1.4% par an, se classe au dernier rang des régions françaises. C'est la seule région où la part du tertiaire dans la valeur ajoutée totale a diminué au cours de cette période » (1982-96) et nous venons de constater que cette tendance persiste, en tout cas de 1999 à 2000.

Ces évolutions divergentes concernent, au sein du secteur tertiaire, plus particulièrement les services aux entreprises, qui jouent un rôle dans l'accompagnement des entreprises dans leur mutation organisationnelle, laquelle s'appuie au moins en partie sur les NTIC. La croissance positive de ce type de secteur peut être analysée à la fois comme un facteur favorable à leur diffusion, mais aussi comme une réponse aux besoins de mutation exprimés par les entreprises, car on peut raisonnablement penser que ce secteur ne connaîtrait pas une forte croissance si les entreprises régionales n'étaient pas demandeuses. Au total, l'évolution des services aux entreprises peut être considérée comme un indicateur pertinent de la capacité de modernisation du tissu économique.

Le tableau n°11 montre que la part des services aux entreprises dans la croissance du tertiaire en valeur ajoutée est sans commune mesure en Basse-Normandie, où la contribution est très nettement positive, alors qu'elle est négative en Haute-Normandie, en tout cas sur la période considérée.

**Tableau n°11 : Evolution comparée de l'emploi salarié et de la valeur ajoutée en volume du secteur tertiaire, en Haute- et Basse-Normandie (Source : INSEE Bretagne, 2000).**

	Taux d'évolution annuel moyen de l'emploi salarié 1990-98, en %	Taux d'évolution annuel moyen de la VA 1990-96, en %
<b>Haute-Normandie</b>		
• Commerce	0.0	+0.8
• Services	+1.7	+1.3
<i>Dont services aux entreprises</i>	+2.0	-1.9
<b>Basse-Normandie</b>		
• Commerce	+0.1	+0.8
• Services	+1.9	+2.4
<i>Dont services aux entreprises</i>	+2.0	+3.4

D'après l'INSEE, la Haute-Normandie « comble peu à peu son déficit en matière de services aux entreprises grâce à un fort développement au cours de la dernière décennie. Elle demeure encore insuffisamment dotée en sociétés de services de haut niveau malgré une demande réelle des industriels sur ce créneau », ce d'autant plus que les services opérationnels de type nettoyage, assainissement ou travail temporaire représentent près des trois quarts des

effectifs de ce secteur, loin devant les activités de conseil et d'assistance : dans les autres régions de l'Ouest français, ils ne représentent qu'un peu plus des deux tiers. En Basse-Normandie, le constat est moins sévère puisque les services aux entreprises « ont su profiter à plein des nouvelles formes d'organisation des entreprises » et répondent à leurs besoins. Contrairement à la Haute-Normandie, ce sont les services de conseil et assistance (+28.4% entre 1990 et 1996) et de recherche et développement (+27.4%) qui tirent la croissance du secteur, les services opérationnels n'augmentant que de 10.4% (Conseil régional de Basse-Normandie, 2000, p.78)

Il ne s'agit toutefois pas ici de dresser un tableau trop positif en faveur de la Basse-Normandie, qui, malgré cette évolution positive, reste en retard avec seulement 6% de salariés dans les services aux entreprises contre 11.1% en Haute-Normandie, et 10% en moyenne sur le territoire métropolitain. Il ne faut en effet pas se méprendre sur le sens de cette démonstration, qui cherche simplement à montrer que, malgré des atouts beaucoup plus importants *a priori*, la Haute-Normandie ne fait pas mieux que sa petite voisine, pourtant beaucoup plus modeste, moins puissante et dont l'image est plutôt celle d'une vaste cour plantée.

L'exemple des services en informatique est intéressant à cet égard. Ainsi, en 1997, ses salariés haut-normands représentaient 0.87% de l'ensemble du secteur en France, contre 0.81% en Basse-Normandie. Rapporté au nombre de PME (hors énergie et tertiaire non marchand), la Haute-Normandie compte en 1997 11 entreprises d'informatique pour 100 PME, la Basse-Normandie 9. L'écart est finalement faible.

Il est évident que la proximité de Paris dessert la Haute-Normandie, dont nombre d'entreprises s'adressent à des prestataires parisiens. Mais ceci n'est pas forcément le cas des PME, notamment des indépendantes et des plus petites, qui sont aussi les plus nombreuses et sont sensibles à un service de proximité : comme l'affirme l'INSEE à propos des services aux entreprises bas-normands constitués dans leur grande majorité d'entreprises régionales de petite taille, donc fragiles, « leur présence est pourtant indispensable au moins pour les PME-PMI qui ne trouvent pas toujours auprès des grands groupes des offres de prestations à leur mesure, et pour qui la proximité du prestataire est un atout » (Ibid., p.13). Or, en Basse-Normandie, Caen ne concentre que 50% des effectifs des activités informatiques (Conseil régional de Basse-Normandie (2000, p.78)), ce qui signifie que les entreprises de la région peuvent faire appel à des prestataires qui sont proches d'elles et répondent ainsi à leur exigence de proximité.

L'étude de la place des emplois qualifiés dans les trois grandes villes normandes va nous permettre d'affiner cette analyse.

### *2.1.3 Emplois stratégiques, fonctions métropolitaines : les évolutions inégales des trois grandes villes normandes*

L'étude du poids des emplois dits stratégiques ou métropolitains, c'est-à-dire les emplois à haut niveau de qualification (cadres supérieurs, ingénieurs ou équivalents) dans les grandes villes permet d'appréhender l'inégale capacité d'adaptation et de modernisation des deux régions : en effet, ces emplois sont « symboles de dynamisme, de décision, porteurs d'images positives » (INSEE, 2002), « représentatifs de la modernité » (TAD, 1999) de grandes villes qui jouent un rôle moteur d'animation régionale.

Dans les trois grandes villes de la région que sont Rouen, Caen et Le Havre, on s'aperçoit que, certes le paysage normand n'est pas réjouissant dans l'ensemble, mais qu'il l'est encore moins en Haute-Normandie qu'en Basse-Normandie, comme de nombreuses études le confirment (JULIEN, 1996) ; TAD, 1999 ; TILLARD, 2000, p.103 ; INSEE, 2002).

De 1982 à 1990, alors que l'aire urbaine de Caen améliore -certes timidement- son classement dans la hiérarchie des villes françaises en terme de poids de l'emploi stratégique dans l'emploi total (38<sup>ème</sup> rang en 1982, 36<sup>ème</sup> en 1990), c'est l'inverse qui se produit pour Rouen et Le Havre (Respectivement 23<sup>ème</sup> et 27<sup>ème</sup>, 42<sup>ème</sup> et 48<sup>ème</sup>) (JULIEN, p.149-150). La période 1990-99 confirme globalement cette évolution, même si la méthode de comptage n'est pas la même d'une étude à l'autre : Rouen, 13<sup>ème</sup> aire urbaine française par son poids démographique, stagne au 24<sup>ème</sup> rang en taux d'emplois métropolitains supérieurs ; Caen, 20<sup>ème</sup> aire urbaine, passe du 31<sup>ème</sup> rang au 29<sup>ème</sup> rang ; Le Havre passe du 36<sup>ème</sup> au 37<sup>ème</sup> rang sur la même période.

Une étude plus précise montre que, par rapport aux aires urbaines françaises de même catégorie, l'évolution de Rouen et du Havre est plutôt médiocre par rapport à la moyenne des aires urbaines de leur catégorie, ce qui n'est pas le cas de Caen (Tableau n°12).

**Tableau n°12 : Evolution comparée de l'emploi métropolitain supérieur des trois villes normandes et des autres aires urbaines françaises de même catégorie.** (Source : INSEE, 2002).

Catégorie d'aires urbaines en fonction du nombre d'emplois	Taux moyen d'emploi métropolitain supérieur (%)		Evolution du nbre d'emplois métropolitains supérieurs 1990-99
	1999	1990	
<b>Entre 200 et 715 000</b>	9.5	8.4	+20.4
<b>ROUEN</b> (203 500)	6.5	6.1	+11.8
<b>Entre 100 et 200 000</b>	6.4	5.7	+20.0
<b>CAEN</b> (145 000)	6.2	5.3	+27.2
<b>LE HAVRE</b> (112 500)	5.4	4.8	+12.2

En effet, Caen tend à rattraper son retard par rapport aux aires urbaines de sa catégorie, à « réussir sa tertiarisation » (TILLARD, p.103) : le poids des emplois métropolitains dans l'emploi total est proche de celui de Rouen, qui n'appartient pas à la même catégorie d'aire urbaine. Mais Rouen, comme Le Havre d'ailleurs, apparaît vraiment très en retard par rapport à la moyenne des aires urbaines de sa catégorie, et, circonstance aggravante, son retard se creuse puisque la progression des emplois métropolitains y est nettement plus lente qu'ailleurs.

Cette forte progression des emplois métropolitains en Basse-Normandie est, entre autres, liée à la forte croissance des activités de services informatiques, dont le nombre d'emplois salariés a crû de 50% de 1995 à 2000, et surtout à partir de 1997-98 (INSEE - Basse-Normandie, 2001). Cette évolution est surtout le fait de l'agglomération caennaise, qui a connu une forte croissance du nombre de start-up sur ses zones d'activités. Par ailleurs, Caen se classait en 1999 au 17<sup>ème</sup> rang des villes françaises pour le conseil en système informatique, devant Rouen (20<sup>ème</sup> rang), classement effectué dans le cadre d'une étude portant sur les services moteurs dans les villes de Normandie Métropole, laquelle concluait « le conseil en système informatique correspond à un marché, une offre et une demande que l'on ne retrouve pas par hasard » (TAD, p.36) .

#### *2.1.4 Des contrastes dans le déploiement des activités à fort contenu technologique*

Il est très probable que l'existence en Basse-Normandie, sur Caen, d'importants pôles de recherche fondamentale et appliquée en Imagerie et Technologies de l'Information et de la

Communication (Pôle ITIC) et en électronique joue un rôle important dans cette modernisation de l'emploi salarié haut-normand. La recherche haut-normande est à l'évidence plus active que la bas-normande. Néanmoins, elle est un peu moins spécialisée dans ce domaine. En témoigne, par exemple, le fait que, de 1996 à 1998, la Basse-Normandie, avec 29 brevets déposés à l'INPI (Institut National pour la Propriété Industrielle) et à l'Office Européen des Brevets, sur les thèmes « composants d'interconnexion et d'interface, mémoires, composants électroniques, télécom, informatique », se classe au 10<sup>ème</sup> rang national tandis que la Haute-Normandie, avec 19 brevets, se situe au 12<sup>ème</sup> rang hors Ile-de-France (OST, 2001).

Le Pôle ITIC a été identifié par l'ADIT (1999) comme l'un des axes-technologiques clés de la région, du fait notamment de la présence de nombreux centres de recherche comme le GREYC<sup>1</sup>, le CNET (aujourd'hui France Télécom R&D) et centres de formation comme l'ISMRA<sup>2</sup>, l'une des rares écoles d'ingénieurs bas-normandes. Ce pôle a permis d'un essaimage fécond à l'origine de la création de nombreuses start-up (Normandie Développement, 1999b ; cf. également Conseil régional *Reflets*, n°37, juillet 2000 et Hors-série TIC, octobre 2001). Normandie Développement, organisme de promotion des deux régions originellement créé avec la DATAR, consacre d'ailleurs une importante documentation au Pôle « TIC » de Caen (Normandie Développement, 2002). La technopole Synergia a également bien joué son rôle d'interface entre milieux scientifique, universitaire et économique puisque, suite aux expérimentations effectuées en monétique, non seulement des formations mais aussi des entreprises spécialisées ont été créées (Ibid.).

Les technopôles haut-normands, au nombre de quatre<sup>3</sup>, ne semblent pas réussir aussi bien que prévu dans cette mission, si l'on en juge d'après le constat sévère que, le 29 janvier 2001, le Conseil Economique et Social de Haute-Normandie dresse de leur état d'avancement : depuis leur création dans le cadre du 3<sup>ème</sup> CPER 1994-99, « les projets ont peu progressé » et sont « davantage dans une phase de « prétechnopôle », du fait du « manque de communication autour de ces technopôles, du manque de volonté des différents acteurs et des faibles moyens octroyés pour leur construction » (*Economie et territoire*, 1<sup>er</sup> avril 2001).

Les incubateurs publics régionaux illustrent également le déploiement inégal des activités à fort contenu technologique dans les deux Normandie. Créés en même temps, ils ne

<sup>1</sup> Groupe de Recherche en Informatique, Image et Instrumentation de Caen.

<sup>2</sup> Institut des Sciences de la Matière et du RAYonnement.

<sup>3</sup> Technopole de Rouen-Madrillet (Mécanique, automobile), Parc Biosciences-Mont-Saint-Aignan et PharmaParc- Val de Reuil (Chimie fine et pharmacie) ; Valmaris-Technopole à Vernon-Saint-Marcel (Sécurité et environnement) ; Technopole Transport et Logistique.

semblent pas, à l'heure actuelle (août 2002), pouvoir se prévaloir d'une dynamique identique : l'incubateur bas-normand, pourvu d'un site Internet ([www.normandie-incubation.com](http://www.normandie-incubation.com)), compte déjà 9 projets, dont cinq avaient abouti dès mai 2002 à la création de SARL. L'incubateur haut-normand, dont le site est encore en construction ([www.bioprospective.fr](http://www.bioprospective.fr)), n'a plus fait l'objet d'article dans la presse régionale depuis avril 2001, si l'on en croit du moins les portails normands d'informations *Drakkar on line* ou *Economie et territoire*.

S'il n'y a pas lieu de se satisfaire du retard normand, largement partagé, il n'en ressort pas moins que la Basse-Normandie déploie d'importants efforts pour s'en sortir, montrant ainsi une certaine capacité d'adaptation, une certaine ouverture sur la modernité. TILLARD (2000, p.85) ne dit pas autre chose : « [La] trajectoire de développement de la Haute-Normandie est peu favorable, sa spécialisation très poussée et ses perspectives de sortie de crise limitées à des secteurs en fort développement, porteurs, mais peu employeurs de main d'œuvre. Aujourd'hui (...) le développement n'appartiendrait plus aux grandes unités isolées du territoire, ou au poids de tel ou tel secteur, mais aux coopérations tissées localement, au développement endogène aux territoires. (...) La Basse-Normandie, au potentiel industriel plus réduit, progresse plus vite ; sa trajectoire de développement a été plus favorable, ses activités plus diversifiées. Elle recèle une plus forte capacité de croissance, surtout si elle s'appuie sur ses points forts que constituent la recherche universitaire et ses centres de ressources technologiques ». Caen, largement en tête dans ce processus, se donne les moyens d'un véritable rayonnement régional, conforte son rôle d'animation régionale, ce qui ne peut que profiter à la région dans son ensemble, en lui permettant d'accroître sa visibilité.

A ces environnements économiques différents se combinent des traditions, des cultures politiques, des modes de fonctionnement des acteurs du développement économique territorial très différents, qui permettent de mieux comprendre les différences constatées en terme de NTIC.

## 2.2 Des cultures normandes ?

Et si nos dynamiques territoriales en matière de NTIC s'enracinaient dans des cultures régionales différentes, perceptibles à travers des modes de fonctionnement des territoires différents, eux-mêmes issus à la fois des profondeurs de l'histoire, de leur combinaison avec

une histoire économique plus récente et avec une perception du positionnement de la région dans l'espace français et européen très éloignées les unes des autres ? Si les deux Normandie ont bien en commun des pans entiers et considérables de leur histoire, notamment durant l'époque gallo-romaine (Seconde Lyonnaise) et au Moyen-Age, les périodes durant lesquelles elles ont été séparées sont également non négligeables : la Seine séparait la Gaule celtique, à l'ouest, de la Gaule Belgique à l'est avant l'arrivée des Romains ; au XVIIème siècle, la Normandie était divisée en deux sous-provinces, la Haute- et la Basse-Normandie, la première autour de Rouen, la seconde autour de Caen (GRANIER, 2001). La division de la Normandie n'est donc pas si récente qu'on veut bien le dire le plus communément, et elle renvoie, de plus en plus depuis la seconde Guerre mondiale, à des modes de fonctionnement des deux territoires assez différents.

### *2.2.1 Identités régionales et positionnements normands dans l'espace français*

Haute- et Basse-Normandie sont des dénominations qui recouvrent des réalités régionales très différentes, pas seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue de la reconnaissance dont elles bénéficient dans l'esprit de leur population et de leurs élites respectives, et donc du point de vue de leur existence même. La perception, par les Bas- et les Haut-Normands, de la position de leur propre territoire régional dans l'espace français, et au-delà européen, joue vraisemblablement un rôle essentiel dans la constitution de ces identités régionales plus ou moins fortes, et partant de leur capacité inégale à impulser des dynamiques de dimension régionale, à faire de leur territoire un territoire de projet, en quelque domaine que ce soit, et pas seulement en matière de NTIC.

Au moment où la régionalisation est simplement à l'état d'ébauche, dans les années 1950, un embryon d'organisation de la Basse-Normandie apparaît précocement, avec la création, en 1954, du Comité d'Expansion de Basse-Normandie, le CEBANOR, lequel sera agréé en 1957. Cette création s'inscrit dans la logique d'un mouvement apparu un peu plus tôt avec la création spontanée de Comités d'expansion en Bretagne, Poitou-Charentes, Alsace et Languedoc-Roussillon et qui tire son origine du contexte des Trente Glorieuses qui accentue les différenciations spatiales au détriment des zones rurales, dont la marginalisation ne cesse de s'accroître (DEYON, 1998, p.26-27). Sans s'opposer frontalement à une tradition rurale bien ancrée et toujours vivace et sur laquelle ils s'appuient d'ailleurs avec subtilité, tout en mettant à profit l'existence de groupes fortement ancrés dans la région ainsi que l'apport de



l'Etat à travers les décentralisations et les subventions, ceux qu'Armand FREMONT (1986) appelle les « entrepreneurs de la croissance », et dont Michel d'Ornano constitue le meilleur exemple, vont se mettre au service d'une politique de développement d'ampleur régionale, le plus souvent au-delà des clivages politiques et des querelles de clocher.

Si l'unité régionale de la Basse-Normandie existe, c'est d'abord là qu'elle se trouve, dans une dynamique déjà ancienne de développement à laquelle souscrivent les élites entrepreneuriales de la région. La légitimité du territoire bas-normand, mal établie, repose d'abord sur l'idée qu'une dynamique régionale est nécessaire pour contrer les handicaps structurels et anciens d'une périphérie économique et géographique : elle passe par la promotion d'une politique volontariste de développement économique, dans cette « économie de pénurie » pour reprendre le mot d'un de mes interlocuteurs.

Le processus de construction d'une identité bas-normande repose sur la perception de l'espace bas-normand dans l'espace français. Il est ainsi symptomatique que, d'après les enquêtes de l'Observatoire Interrégional du Politique (DUPOIRIER, 1998, p.194), pour les Bas-Normands, l'image de leur région est d'abord celle d'un territoire : c'est l'image spatiale qui domine pour eux, c'est donc bien d'un positionnement de la Basse-Normandie dans l'espace français, par rapport à un environnement géo-économique, que naît une identité régionale bas-normande.

Deux éléments moteurs complémentaires jouent ici un rôle fondamental. Il s'agit d'une part de l'éloignement relatif par rapport à Paris et au cœur de l'Europe et, d'autre part, de la proximité de la Bretagne, évoquée par de nombreux interlocuteurs bas-normands.

L'éloignement relatif par rapport à Paris est à la fois porteur de risques et d'opportunités. Les risques de marginalisation dans un désert français, aujourd'hui européen, sont bien réels et sont un aiguillon essentiel dans la mise en place de cette dynamique et de ses nombreuses déclinaisons, dont celle des NTIC n'est peut-être que le dernier exemple en date. Il peut aussi être porteur d'opportunités si les acteurs régionaux savent se montrer à la hauteur. D'une part, il n'est que relatif et la Basse-Normandie peut aussi prétendre devenir un des lieux du desserrement d'une agglomération parisienne saturée, comme l'a montré le mouvement de décentralisation dont elle a bien profité. Ceci passe par une bonne articulation de son propre développement avec celui de la Basse-Seine. D'autre part, il permet d'obtenir des aides conséquentes, naguère nationales, aujourd'hui européennes. Enfin, il est suffisant pour permettre de développer certaines activités comme la recherche ou le tertiaire sans trop

avoir à souffrir de l'ombre parisienne qui fait tant de tort à la Haute-Normandie, comme nous l'avons vu.

La proximité de la Bretagne complète le positionnement géo-économique de la Basse-Normandie tel qu'il est perçu par les acteurs de son développement économique, notamment dans la Manche et le Calvados, dans une moindre mesure peut-être dans l'Orne. La Bretagne constitue à la fois un modèle et une menace pour la Basse-Normandie. Un modèle car c'est de là que viennent historiquement les premières initiatives en faveur d'une prise en main, par les acteurs régionaux, du développement économique de leur propre territoire, menacé de marginalisation, oublié par un centre trop lointain. Ce modèle légitime et amplifie les efforts bas-normands de développement endogène, efforts centrifuges en faveur d'une émancipation aménagée avec la dépendance parisienne et, par voie de conséquence, avec une Normandie orientale, la Haute-Normandie, assimilée à une « région couloir », dépendance technique de la capitale. En matière de NTIC, la Bretagne est aussi l'une des premières régions qui se sont lancées dans une politique volontariste de développement des usages et des réseaux, grâce notamment à la présence du CNET à Lannion. En ce sens, elle est un modèle, mais aussi une menace : elle peut engranger pour son seul compte tous les bénéfices attendus d'une politique volontariste dans ce domaine et dont il ne faut donc pas lui laisser l'exclusivité, au risque de rater une nouvelle révolution, celle de l'économie de l'information, la dernière avant le naufrage complet et sans retour.

La configuration haut-normande est tout autre. Comme le dit GUERMOND (1986, p.202), la Haute-Normandie a du mal à être autre chose qu'« un découpage administratif », caractérisé par une certaine faiblesse du sentiment régional et, si les questions portant sur l'avenir régional « sont comprises intellectuellement comme des conditions d'un aménagement rationnel de l'espace, (...) elles ne sont pas vécues, elles ne tiennent pas à cœur » aux « populations déracinées de l'axe Basse-Seine et des plateaux de l'Eure, proches de Paris ».

Il est ainsi symptomatique que, au moment où se précisent les contours de la région et où s'affirme de plus en plus la séparation entre les deux Normandies, dans les années 1960, le Plan régional de développement et d'aménagement régional de la Haute-Normandie (1966) trouve légitime à la fois d'entériner la séparation des deux régions et de poser la question d'un éventuel rattachement de la Haute-Normandie à la région parisienne. En définitive, « la Haute-Normandie ne sera pas non plus rattachée à la région parisienne » car « le caractère des habitants, la structure des économies, la spécificité marquée des problèmes de l'agglomération

parisienne font que les deux régions sont très dissemblables et que, par conséquent, les deux départements normands ne peuvent être considérés comme une banlieue, même élargie de la capitale » (TILLARD, 2000, p.13). Mais la question a bien été posée dès cette époque et elle se pose vraisemblablement avec plus d'acuité aujourd'hui, et certainement davantage pour la Haute-Normandie que pour la Basse, nettement plus éloignée et beaucoup plus distincte. En 1986, GUERMOND (p.228) écrivait encore : « Si un débat régional a du mal à s'instaurer, c'est en partie parce que les deux départements normands ne sont pas perçus par la population comme un véritable cadre régional. (...) Le phénomène généralisé de banlieue est créateur d'une rupture partielle entre les institutions qui encadrent la vie sociale et la société elle-même. ». En 2002, les choses ont certes un peu évolué, mais pas fondamentalement, car la Haute-Normandie, plus que jamais sans doute, reste dans la mouvance de Paris et subit une « banlieusardisation » chaque jour plus profonde.

A cette aspiration vers l'est, se combinent des contrastes internes très forts, opposant la Basse-Seine au reste de la région, les deux départements si dissemblables de l'Eure et de la Seine-Maritime, et au sein même de la Basse-Seine les deux villes ennemies, Rouen et Le Havre. Ils ne facilitent pas, bien évidemment, l'émergence d'une identité régionale. Prenant la forme, dans le jeu des acteurs, d'oppositions permanentes, plus ou moins avouées, et de confrontations sporadiques, ils se conjuguent avec la dépendance pour rendre ardue, voire impossible, d'une part, l'émergence d'une réelle ambition en terme de développement régional endogène, et d'autre part, la définition d'un projet régional cohérent, fondement d'une dynamique réunissant l'ensemble des acteurs du développement régional.

Paradoxalement, l'identité régionale haut-normande repose davantage, et plus qu'en Basse-Normandie, sur le patrimoine historique et culturel que sur les réalités d'aujourd'hui, tant les contrastes et les oppositions sont prégnants à l'intérieur d'un espace régional, sans cesse projeté à l'extérieur de lui-même, aussi bien par sa vocation de « porte d'entrée de l'Ile-de-France » que par celle d'« avant-port de Paris ». Tout ceci rend difficile, voire impossible la définition d'un projet cohérent et fédérateur à l'échelle d'une région écartelée par des tensions à la fois internes et centrifuges.

### *2.2.2 Des fonctionnements internes de qualité inégale*

Dans de tels contextes, Haute- et Basse-Normandie présentent des traditions différentes en matière de coopération entre les acteurs, lesquelles s'observent à travers

l'histoire culturelle et politique des deux régions, et doivent être comprises, au moins en partie, comme une résultante des identités régionales décrites précédemment. Les contrastes observés en matière de NTIC ne sont qu'un aspect parmi d'autres de modes de fonctionnement internes différents.

On pourrait s'amuser à remonter à l'histoire ancienne du peuplement des deux Normandie, marqué par l'empreinte viking, pour affirmer que nos deux régions devraient présenter des propensions fortes en faveur de l'appropriation des NTIC, à l'image de ce qui s'observe aujourd'hui dans les pays scandinaves. Après tout, on pourrait avancer l'hypothèse que, en ce qui concerne la Haute-Normandie, ces lointaines ascendances, un peu plus marquées que chez sa voisine, pourraient jouer un rôle, non pas en interne comme nous allons le voir, mais en externe, à travers le fait que, contrairement à la Basse-Normandie, l'intégration à des réseaux d'entreprises extérieurs à la région joue un rôle plus fort que l'existence d'une dynamique régionale dans la diffusion des NTIC, ce qu'il reviendra à l'enquête de révéler, éventuellement. Mais il est certainement plus prudent de ne pas aller jusque là.

Il semblerait au contraire que les origines viking du peuplement des deux Normandie contribuent pour une large part à expliquer le très fort émiettement communal qui y prévaut (TILLARD, 2000, p.92-93), lequel ne facilite pas la coopération intercommunale. Cette dernière peut être considérée comme un indicateur intéressant de la capacité à coopérer des acteurs du développement économique, et d'abord des collectivités territoriales. De fait, celle-ci s'est avérée beaucoup plus difficile à mettre en place, elle est longtemps restée beaucoup moins développée en Haute-Normandie qu'en Basse-Normandie, même si d'importants progrès ont été réalisés du fait de la Loi Chevènement, à tel point que la Haute-Normandie a rattrapé son retard et fait même aujourd'hui un peu mieux que la Basse-Normandie, en tout cas du point de vue statistique, comme le montre le tableau n°13.

**Tableau n°13 : L'intercommunalité en Haute- et Basse-Normandie, en 1996 et en 2002.**  
(Source : DUPOIRIER (1998) et Ministère de l'Intérieur, Direction Générale des Collectivités Locales)

En % du total	Haute-Normandie	Basse-Normandie	Moy. France
<b>1996</b>			

<b>Communes concernées</b>	25	51,5	37,1
<b>Population concernée</b>	39,6	66,9	49,5
<b>2002</b>			
<b>Communes concernées</b>	84	81,2	73,2
<b>Population concernée</b>	87,7	85	74,8

Il n'en reste pas moins que ce phénomène reste très récent, que la Basse-Normandie a longtemps été largement en avance du point de vue de la coopération intercommunale, notamment dans l'Orne et la Manche, et ce à la fois par rapport au reste de la France, et plus encore par rapport à la Haute-Normandie, où, notamment en Seine-Maritime, « de vastes territoires n'[avaient] aucune pratique de ces formes de coopération » avant l'année 2000 (ibid., p.94). Rappelons enfin qu'il a fallu la réforme de l'intercommunalité de 1999, qui conditionne l'accès aux financements publics à la constitution des EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) et que ce processus reste difficile, tant les habitudes ancestrales d'autonomie communale restent fortes, comme le souligne le rapport de la Chambre Régionale des Comptes (*Economie et territoire*, 1<sup>er</sup> février 2002). En septembre 2001, le préfet de région affirmait que « le travail en commun n'est pas encore une culture en Haute-Normandie » et fustigeait les « frileux de la coopération intercommunale » (*Economie et territoire*, 1<sup>er</sup> novembre 2001). Dans le domaine des NTIC, les problèmes soulevés par la localisation du Pôle Normand des Echanges électroniques en est une illustration. L'un de mes interlocuteurs évoquait l'image de la masure cachoise, cachée derrière son talus couronné d'une double rangée de hêtres pour illustrer les réticences locales face à la coopération avec le voisin.

Le bocage bas-normand est pourtant très dense, mais la pénurie partagée, la pression des événements économiques et l'émergence de responsables politiques qui ont su innover et fédérer les énergies sans remettre en cause trop brutalement les traditions rurales ont permis à la région d'entamer une modernisation des comportements comme de l'économie, même si beaucoup reste encore à faire. Au niveau communal, l'intercommunalité est déjà une pratique ancienne, à un autre niveau, le CEBANOR, dès les années 1960, est « un rassemblement des « forces vives » des trois départements » (FREMONT, 1986, p.64).

Les difficultés de coopération sont patentes en Haute-Normandie, car cette région, à l'identité fragile, comme nous l'avons déjà vu, est traversée par de multiples clivages, très anciens et qui marquent encore la vie politique régionale, à de multiples échelles. Ainsi, l'opposition entre Rouen et Le Havre, qui se méprisent et s'ignorent le plus souvent, est

encore très vivace quoiqu'en disent les responsables politiques : il est ainsi étonnant que les havrais rencontrés n'avaient pas connaissance de l'existence de l'UPNTIC, union professionnelle qui a joué un rôle important dans la constitution du Pôle normand des échanges électroniques, mais dont le président a sans doute le tort d'être rouennais, et ce alors même qu'ils se proposent de créer un technopôle tourné vers les NTIC. S'y ajoute une opposition forte entre la Seine-Maritime et l'Eure, qui s'estime souvent peu écoutée et qui voudrait que sa spécificité soit davantage prise en compte dans les décisions régionales, considérées comme mieux adaptées au tissu économique de la Seine-Maritime. Par exemple, en matière de NTIC, si l'Eure salue la création du Pôle Normand, ses responsables politiques, consulaires et économiques ont ressenti la nécessité, en 2000, dans le prolongement du Club NTIC, de créer une association, UP ENTICE<sup>1</sup>, de manière à poursuivre des actions spécifiques de sensibilisation du tissu économique du département, auquel le niveau de prestations, tout comme les tarifs du Pôle normand ne sauraient correspondre. En Basse-Normandie, l'essentiel des actions définies au niveau régional sont le fruit et s'effectuent dans le cadre d'une coopération entre les différents échelons d'interventions, parfois non sans grincements, réticences, comme en témoigne peut-être la création autonome de l'Echangeur alençonnais, mais la réalité est bien là.

Au total, en Haute-Normandie, « Normand » peut, selon les cas, signifier rouennais, ou havrais, ou de Seine-Maritime, ou de l'Eure, ou renvoyer à l'histoire ducale ou au folklore, mais pas souvent à une dimension régionale ! Le CESR-HN (2000, p.6) en est encore à appeler de ses vœux que « la société normande (...) [apprenne] à partager l'information utile. » La Basse-Normandie est loin d'être le paradis sur terre en terme de coopération des acteurs, comme le montre le caractère inachevé de la dynamique régionale en matière de NTIC, mais sa situation reste bien meilleure, voire enviable, vue de « l'autre côté de l'eau ».

### *2.2.3 Les PME dans les politiques régionales normandes : centre et périphérie*

A ces contextes régionaux si différents, s'ajoute également le fait que les PME font l'objet d'un degré d'attention très différent de la part des responsables politiques et économiques des deux régions. En Basse-Normandie, elles sont au centre de toutes les attentions, parce que c'est sur elles que repose finalement le destin économique de la région, hier, comme aujourd'hui et demain, alors qu'en Haute-Normandie, les grosses entreprises font

---

<sup>1</sup> Union Professionnelle des Entreprises TIC de l'Eure.

plutôt office d'arbres qui cachent la forêt, les PME n'occupant qu'une place somme toute périphérique dans les préoccupations des acteurs du développement économique régional.

En **Basse-Normandie**, cette préoccupation est présente dès les prémises de la constitution de la région. Dès sa création, le CEBANOR a en effet pour mission fondamentale de favoriser le développement des PME dont il s'efforce, aujourd'hui encore, de promouvoir la modernisation en les incitant à davantage de coopération et d'ouverture. Grâce à son action, les PME bas-normandes bénéficient depuis longtemps de l'existence de structures d'accompagnement spécifiques pour les aider à intégrer les innovations. C'est ainsi que le CTN, qui, aujourd'hui, joue un rôle fondamental dans la dynamique régionale NTIC, a été créé sur l'initiative du CEBANOR, de la fusion de l'APROBO (Association Pour la diffusion de la Robotique) et de l'ADIBAN (Association pour le Développement Industriel de la Basse-Normandie) (CESR-BN, 1999a, p.82). Assurer la diffusion des innovations dans les PME-PMI régionales est donc une préoccupation ancienne en Basse-Normandie. Hier centrée sur la robotique et l'informatique, elle ne fait que se perpétuer aujourd'hui pour les NTIC.

Cette préoccupation n'est pas seulement le fait des responsables régionaux, puisqu'on la retrouve à l'échelle locale : d'après POMMIER (2002, p.43), l'action des élus locaux a été essentielle dans la constitution du SPL du Tinchebray, qui a reçu le soutien actif des « 12 établissements publics de coopération intercommunale, des 138 communes et des 11 conseillers généraux du pays du Bocage ornais ».

Elle n'est pas le fruit du hasard, mais repose sur une conscience aiguë des limites de ce type d'entreprises et des problèmes auxquels elles sont confrontées. Ainsi, en 1990, une étude menée par un laboratoire de l'Université de Caen en collaboration avec l'INSEE et l'APROBO, avait démontré que, les PME étant défavorisées dans l'accès aux nouvelles technologies, leur dynamisme propre peut leur permettre de surmonter bien des obstacles, mais que « cela leur sera d'autant plus facile qu'elles bénéficieront d'appuis externes liés à l'appartenance à un réseau. Ces réseaux peuvent être institutionnels, composés d'organismes professionnels ou structures régionales de transferts de technologies, type RDT, ou bien par de grandes entreprises cherchant à améliorer l'efficacité et la fidélité de leurs sous-traitants » (ibid., p.73). De même, dans le DOCUP, on trouve cette même conscience des limites des PME (p.34) : partant du constat que « les entreprises régionales organisent peu de formation interne, ce qui s'explique par la forte représentativité des PME-PMI en Basse-Normandie (...) , un effort collectif doit donc être porté en matière de conseil et de sensibilisation auprès des chefs d'entreprises, des salariés et auprès de leurs représentants pour obtenir des améliorations

qualitatives ». C'est sur la proximité et la connaissance intime du tissu des PME bas-normandes, de leurs forces mais aussi de leurs limites et handicaps que repose l'action économique régionale en Basse-Normandie, et la dynamique NTIC n'en est qu'une illustration supplémentaire.

On ne retrouve pas du tout ce type de préoccupations **en Haute-Normandie**, où les acteurs politiques du développement économique, notamment à l'échelon régional, ont plutôt tendance à focaliser leur attention sur les grosses entreprises et à penser que les processus de diffusion peuvent s'effectuer avec une efficacité optimale à travers les réseaux d'entreprises, en dehors de toute action institutionnelle. Tout s'est passé un peu comme si, dans cette région tournée vers l'extérieur et dépendante de décisions prises à Paris ou à l'étranger, les responsables du développement économique régional avaient repris à leur compte, mais pour l'appliquer à l'échelle régionale, la conception colbertiste du développement économique telle que la définit J.-L. Guigou : « Le retard de la France est avant tout dû au centralisme et au colbertisme industriel. Ce contexte, à l'évidence extrêmement favorable aux grands groupes industriels qui travaillent avec des ingénieurs issus pour la plupart de grandes écoles, sur de grands projets (...), pour de grands marchés, est extrêmement défavorable, en revanche, aux PME-PMI » (cité dans POMMIER, 2002, p.9).

Il est même surprenant de constater, ici et là, que ce sont les grosses entreprises qui ont bénéficié d'aides et qu'il serait enfin temps que cela change : ainsi, à la lecture du bilan d'exécution du programme européen Objectif 5b en faveur du développement rural 1994-99 (p.5), on s'aperçoit que « les actions en faveur de l'entreprise ont eu un impact très limité et ne se sont adressées qu'à quelques gros établissements de la zone ». De même, dans le DOCUP (p.97), on peut lire « des efforts significatifs vont être faits dans le cadre du CPER et plus que jamais l'accent doit être mis sur les PME et les TPE (alors que précédemment un certain nombre de grosses implantations ont été aidées à travers l'immobilier industriel) » ! Il faut donc attendre la fin des années 1990 pour que les acteurs du développement économique haut-normand se préoccupent des PME « dans un souci de diversification qualitative en faveur des services, du tertiaire, de la création d'entreprises et de l'ingénierie financière dont les faiblesses ont été soulignées » (Ibid.).

Notons toutefois que cette approche, définie au niveau régional, n'est pas en accord avec celle que partagent les acteurs du développement économique de l'Eure (Conseil général et CCI), dont le tissu économique est plus proche de celui de la Basse-Normandie que de celui de la Seine-Maritime (ou plutôt de la Basse-Seine). On ne s'étonne pas alors devant le fait



que, en Haute-Normandie, ils se soient fait les chantres d'une action sur les réseaux et qu'ils s'organisent pour offrir à leurs PME des opérations d'accompagnement parallèles à celles que propose le Pôle Normand des Echanges Electroniques, jugé trop élitiste et mal adapté aux besoins de leur tissu de PME. De même, le comité d'expansion Seine Maritime Expansion, a joué un rôle majeur dans la mise en place du SPL de la vallée de la Bresle.

Dans le rapport d'activité du RDT-BN (2000), on peut lire, en page 4 : « Chaque RDT est à l'image de l'histoire, du tissu industriel, des organisations et des hommes de sa région. Le RDT de Basse-Normandie n'échappe pas à cette caractéristique ». Les dynamiques territoriales en matière de NTIC répondent à des déterminations anciennes, s'inscrivent dans des permanences qui ont trait à l'histoire, à la culture, au mode de fonctionnement des collectivités humaines qui les portent et leur impriment leurs marques. Elles sont susceptibles d'évolution, voire de rupture avec le passé, comme le montre l'exemple bas-normand. Elles ne sont ni hors du temps, ni hors de l'espace. Reste à voir si elles ont bien un impact dans la diffusion d'innovations que d'aucuns prétendent qu'elles font fi du temps et de l'espace